

**REPUBLIQUE DE GUINEE**

Travail – Justice – Solidarité

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE**



**Comptes nationaux définitifs  
2021 et provisoires 2022**

Février 2024

**MINISTERE DU PLAN ET DE LA  
COOPERATION INTERNATIONALE**



**REPUBLIQUE DE GUINEE**

Travail - Justice- Solidarité

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE**



# **COMPTES NATIONAUX DÉFINITIFS 2021 ET PROVISOIRES 2022**

## **AVANT-PROPOS**

Dans le cadre de la production des comptes nationaux, l'Institut National de la Statistique (INS) à travers la Direction de la Comptabilité Nationale vient d'élaborer les comptes nationaux définitifs de 2021 et provisoires de 2022 suivant les principes du système de comptabilité nationale de 1993 (SCN93). La présente publication comprend trois chapitres :

- le premier chapitre explique la méthodologie d'élaboration des comptes nationaux de la République en Guinée ;
- le deuxième chapitre présente l'analyse de l'évolution de l'activité économique du point de vue de la production. Une attention particulière est portée sur la contribution de chaque secteur (primaire, secondaire, tertiaire et informel) à la création de la richesse nationale ;
- le troisième chapitre traite de l'évolution et la structure des éléments de demande que sont la consommation finale, l'investissement et les exportations nettes.

L'INS exprime sa gratitude envers les différentes entités, notamment les ministères, les organismes et les entreprises, pour avoir fourni les données statistiques nécessaires à l'élaboration de ces comptes économiques, ainsi que les ménages. Il encourage ces acteurs à continuer et renforcer leur collaboration afin d'améliorer la qualité des données statistiques et de réduire les délais de diffusion.

En dépit du fait que ces comptes soient produits sur la base des données jugées fiables et qu'il ait bénéficié de minutieux contrôles des services de l'Institut National de la Statistique, ce document peut comme toute œuvre humaine, contenir quelques imperfections. À cet effet, toutes observations, remarques et suggestions complémentaires sont utiles en vue d'améliorer la qualité des prochaines éditions.

Nous rappelons que l'utilisation des données contenues dans ce document est permise avec la seule obligation de citer la source suivante : « République de Guinée, Institut National de la Statistique, série des comptes nationaux 2006-2022 ».

Enfin, l'INS saisit cette occasion pour adresser, au nom de Monsieur le Ministre du Plan et de la Coopération Internationale, ses remerciements au Fonds Monétaire International (FMI) à travers son Centre sous régional d'Assistance Technique pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) et à l'Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT), pour leurs appuis constants à l'INS dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) en général et à l'élaboration des Comptes Nationaux en particulier..

**Le Directeur Général**

Dr Makan DOUMBOUYA

<b>SOMMAIRE</b>	
<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>3</b>
SOMMAIRE.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES .....	6
INTRODUCTION .....	8
<b>CHAPITRE I. NOTES METHODOLOGIQUES</b> .....	<b>9</b>
<b>I. 1. SOCIETES NON FINANCIERE (SNF)</b> .....	<b>9</b>
<b>I. 2. SOCIETES FINANCIERES</b> .....	<b>10</b>
<b>I. 3. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b> .....	<b>12</b>
<b>I. 4. COMMERCE EXTERIEUR</b> .....	<b>13</b>
<b>I. 5. MENAGES</b> .....	<b>14</b>
<b>I. 6. Institutions Sans But Lucratif au Service des Menages (ISBLSM)</b> .....	<b>16</b>
<b>CHAPITRE II. ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE</b> .....	<b>17</b>
<b>II. 1. Environnement économique international en 2022</b> .....	<b>17</b>
<b>II. 2. Contexte social national</b> .....	<b>18</b>
<b>II. 3. Évolution globale de l'activité économique</b> .....	<b>18</b>
<b>II. 4. Contribution sectorielle dans l'activité économique de 2016-2022</b> .....	<b>19</b>
II. 4. 1. Secteur primaire.....	20
II. 4. 2. Secteur secondaire.....	20
II. 4. 3. Secteur tertiaire .....	21
II. 4. 4. Secteur informel.....	22
<b>CHAPITRE III. EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT</b> .....	<b>23</b>
<b>III. 1. Consommation finale</b> .....	<b>23</b>
<b>III. 2. Investissements</b> .....	<b>25</b>
<b>III. 3. Échanges extérieurs de biens et services</b> .....	<b>26</b>
III. 3. 1. Exportations de biens et services .....	27
III. 3. 2. Importations de biens et services .....	28
PERSPECTIVES POUR 2024.....	30
CONCLUSION.....	31
ANNEXES : PRINCIPAUX RÉSULTATS .....	32

## ABRÉVIATIONS

<b>AFRISTAT</b>	: Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
<b>BAD</b>	: Banque Africaine de Développement
<b>BM</b>	: Banque Mondiale
<b>CEA</b>	: Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique
<b>CI</b>	: Consommation Intermédiaire
<b>EHCVM</b>	: Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
<b>FBCF</b>	: Formation Brute de Capital Fixe
<b>GNF</b>	: Guinée Nouveau Franc
<b>ISBLSM</b>	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
<b>NAEMA</b>	: Nomenclature d'Activités des États membres d'AFRISTAT
<b>NCA</b>	: Non Classé Ailleurs
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>PHASAOOC</b>	: Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>SCN</b>	: Système de Comptabilité Nationale
<b>SCNG</b>	: Système de Comptabilité Nationale de Guinée
<b>SGDD</b>	: Système Général de Diffusion des données
<b>SIFIM</b>	: Service D'intermédiation Financière Indirectement Mesuré
<b>SNDS</b>	: Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
<b>TRE</b>	: Tableau des Ressources et des Emplois
<b>VA</b>	: Valeur Ajoutée

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Croissance mondiale 2018-2022.....	18
Graphique 2 : Évolution du taux de croissance du PIB de 2016 à 2022 (en %) .....	18
Graphique 3 : Contribution par secteur d'activité à la croissance économique 2016-2022 (%) .....	20
Graphique 4: Contributions à la croissance du PIB des branches du primaire (en points).....	20
Graphique 5: Contributions à la croissance du PIB des branches du secondaire (en points) .....	21
Graphique 6: Répartition de la valeur ajoutée du secteur tertiaire par branche d'activité en 2021 et 2022 ...	22
Graphique 7: Poids moyen par secteur d'activité de l'informel de 2017-2021 (% valeur ajoutée du secteur informel) .....	22
Graphique 8: Évolution de la contribution de la consommation finale à la croissance du PIB (2016-2022)...	24
Graphique 9 : Évolution de la contribution des investissements à la croissance du PIB (2016-2022 .....	26
Graphique 10 : Évolution de la contribution du solde échanges de biens et services à la croissance du PIB (2016-2022) .....	27

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Structure de la consommation finale des ménages par produits en pourcentage _____	25
Tableau 2: Structure de la FBCF par produits en pourcentage de 2016 à 2022 _____	26
Tableau 3: Structure des exportations de 2016 à 2022 (%) _____	28
Tableau 4: Structure des importations de 2016-2022 (en %) _____	29
Tableau 5: PIB Courant, optique production (en milliards GNF) _____	32
Tableau 6: PIB en volume, optique production (base 100 = 2010) _____	32
Tableau 7 : PIB selon l'optique production, Taux de croissance en volume (%) _____	32
Tableau 8: PIB selon l'optique production, Taux de croissance des déflateurs (%) _____	32
Tableau 9: Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités _____	33
Tableau 10 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (%) _____	33
Tableau 11: Valeurs ajoutées par branches d'activités, structure/contribution à la formation du PIB en volume (%) _____	34
Tableau 12: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche aux prix courants (milliards de FG) _____	35
Tableau 13: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche en volumes chaînés au prix de 2010 (milliards de GNF) _____	36
Tableau 14: Taux de croissance réel de la VA par sous-branche (%) _____	38
Tableau 15: Évolution de la valeur ajoutée informelle aux prix courants par branche d'activité (en milliards GNF) _____	39
Tableau 16: Contribution de la branche d'activités informelles et ménages à la croissance du PIB en valeur (%) _____	40
Tableau 17: Production par branche d'activités informelles, structure / contribution à la formation du PIB en volume (%) _____	40
Tableau 18: PIB selon l'optique dépenses, valeurs courantes (en milliards de GNF) _____	41
Tableau 20: PIB selon l'optique dépense, Taux de croissance en volume (%) _____	42

## INTRODUCTION

L'Institut National de la Statistique (INS) de Guinée a entrepris depuis 2003, l'élaboration des comptes nationaux selon les principes du Système de Comptabilité Nationale de Guinée (SCNG) harmonisés avec ceux du Système de Comptabilité Nationale de 1993 des Nations Unies (SCN93).

En attendant la fin de la migration vers le nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN2008) et l'obtention d'une longue série de comptes nationaux selon ce système l'INS continue de produire les comptes nationaux selon le SCN93.

Ainsi, conformément aux recommandations du Système général de diffusion des données (SGDD) du FMI, l'INS produit et valide chaque année les comptes provisoires de l'année N-1 et définitifs de l'année N-2 à l'année N. Dans ce cadre, en 2023 la Direction de la Comptabilité Nationale, avec l'appui des partenaires, a produit et diffusé les comptes nationaux définitifs de 2021 et provisoires de 2022, conformément aux recommandations du SCN93.

Le présent rapport qui présente une analyse descriptive de ces comptes nationaux, s'articule autour de trois chapitres :

- le premier chapitre explique la méthodologie d'élaboration des comptes nationaux de la République en Guinée ;
- le deuxième chapitre présente l'analyse de l'évolution de l'activité économique du point de vue de la production. Une attention particulière est portée sur la contribution de chaque secteur (primaire, secondaire, tertiaire et informel) à la création de la richesse nationale ;
- le troisième chapitre traite de l'évolution et la structure des éléments de demande que sont la consommation finale, l'investissement et les exportations nettes.

# CHAPITRE I. NOTES METHODOLOGIQUES

Les comptes nationaux définitifs 2021 et provisoires 2022 ont été élaborés selon les principes du système de comptabilité national de Guinée (SCNG) en conformité complète avec ceux du système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 et la 5<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements du FMI.

La méthodologie pratique d'élaboration des comptes nationaux est décrite par l'intermédiaire de trois types de cadre :

- a. les grilles de passage des comptabilités spécifiques à chaque secteur institutionnel vers la comptabilité nationale ;
- b. des notes techniques sur le calcul de certaines opérations qui nécessitent plus d'éclaircissement ;
- c. les méthodes utilisées pour évaluer, estimer ou extrapoler quand l'information fait défaut.

Les nomenclatures qui ont été utilisées dans le cadre des travaux d'élaboration des comptes nationaux définitifs 2021 et provisoires 2022 s'inspirent et se basent sur la Nomenclature des activités et des produits des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA) version révisée 1.

Pour les besoins des équilibres ressources-emplois des biens et services, deux branches-produits ont été ajoutés à la nomenclature, la première concerne le « SIFIM non ventilé » et la seconde concerne la « correction territoriale ».

Par ailleurs, pour élaborer les comptes nationaux, l'économie est subdivisée en des secteurs institutionnels qui sont les ménages, les sociétés non financières, les sociétés financières, les administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages et le reste du monde.

## I. 1. SOCIETES NON FINANCIERE (SNF)

### I. 1. 1. Périmètre de production

Le secteur des Sociétés Non Financières (SNF) regroupe l'ensemble des unités institutionnelles résidentes dont la fonction principale consiste à produire des biens et/ou services marchands non financiers. Ce secteur comprend :

- ✓ toutes les sociétés non financières résidentes, quel que soit le lieu de résidence de leurs actionnaires ;
- ✓ toutes les quasi-sociétés non financières, y compris les filiales d'entreprises étrangères qui exercent une activité économique sur une longue durée sur le territoire économique ;
- ✓ toutes les institutions sans but lucratif résidentes qui produisent des biens ou des services destinés à être échangés sur le marché à un prix économiquement significatif.

### **I. 1. 2. Sources de données**

Les sources de données utilisées pour l'élaboration des comptes des SNF sont les Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) des entreprises ou sociétés qui travaillent sur le territoire économique. Elles désignent les liasses fiscales ou les états financiers des entreprises/sociétés. Ces DSF sont élaborées suivant les recommandations du système comptable ouest africain (SYSCOA), harmonisé avec le SYSCOHADA. L'INS a établi en 2010, un partenariat de transmission de données avec la Direction Générale des Impôts (DGI). Cet accord permet de disposer des DSF scannées au format PDF.

Après la collecte des DSF, les données sont saisies dans une maquette MS Excel conçue à cet effet. Cette maquette n'est autre que la version électronique d'une DSF. Les informations saisies sont les données comptables et financières se trouvant dans le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les notes 3A, 22, 23, 24 et 27.

### **I. 1. 3. Traitement des données**

La première étape du traitement correspond à l'apurement et à la codification des données. Cette étape consiste à affecter un code branche à chaque DSF suivant le libellé de l'activité principale. Les codes branches sont issus de la nomenclature d'activités des états membres d'AFRISTAT (NAEMA, rev). L'apurement vise à vérifier les données saisies afin de déceler les éventuelles erreurs comme les doublons, les évolutions atypiques ou aberrantes, les libellés mal saisis. Il permet d'effectuer des contrôles de cohérence entre les totaux de l'actif et du passif, à reclasser certains éléments du compte de résultats et vérifier certains soldes intermédiaires de gestion. Pour corriger les évolutions aberrantes de chiffres d'affaires ou toutes autres variables, il est toujours préférable se référer au document physique. Pour pallier les données manquantes, une extrapolation est faite en utilisant le fichier des chiffres d'affaires fournis par la DGI afin de calculer des indices de chiffre d'affaires entre deux années consécutives.

Par la suite, il s'agit de faire un passage des données saisies au format comptabilité nationale. Autrement dit, on établit des correspondances entre les concepts et champs de la comptabilité générale et ceux de la comptabilité nationale. Le « Guide méthodologique pour l'élaboration des comptes nationaux dans les états membres d'AFRISTAT, série méthodes N°4, mars 2001 » et les recommandations des experts permettent de faire aisément ce travail.

## **I. 2. SOCIETES FINANCIERES**

### **I. 2. 1. Périmètre de production**

Le secteur des sociétés financières a pour activité principale la production des services financiers de toutes les institutions financières y compris la Banque Centrale.

## I. 2. 2. Sources des données

Les états financiers des Institutions Financières composées du Bilan, du Compte de résultat et des annexes, sont collectés au niveau de la Banque Centrale (BCRG), des Banques Commerciales, des établissements de Microfinances et des Sociétés d'Assurances (dommage et vie).

Le compte de résultat sert à évaluer l'activité d'exploitation de ces institutions au cours de la période d'exercice comptable.

## I. 2. 3. Traitement des données

Après la collecte, on procède à la saisie des données et la codification en tenant compte de la nomenclature des activités et produits, tout en se rassurant de l'égalité entre le total des charges et le total des produits d'exploitations ainsi que de la cohérence de codification.

Les valeurs des services des Institutions Financières sont obtenues de la manière suivante :

- **la BCRG** : les services de la banque centrale sont mesurés sur la base des recettes provenant des droits, des commissions et des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM). la production du SIFIM est mesurée par la différence entre les intérêts reçus et les intérêts à payer.
- **les Banques et les établissements de Microfinances** : Ce sont des unités qui prêtent aux autres secteurs ou accueillent l'épargne ou le dépôt des autres secteurs moyennant un prix (taux d'intérêt). Ce mode d'intervention est plus connu sous l'appellation d'intermédiation financière (SIFIM). Leur production est estimée dans les comptes conformément au SCN 1993, en faisant la différence entre les intérêts reçus et les intérêts versés.
- **les Assurances** : La production du service d'assurance se calcule sur la base de deux notions, la prime brute (acquise) et les indemnités dues.

La valeur des services d'assurance est basée sur les montants totaux que les entreprises d'assurance doivent recevoir en tant que primes et revenus tirés du placement de leurs réserves, nets des montants que ces entreprises doivent payer en tant qu'indemnités de sinistres survenus aux assurés.

$$\begin{aligned} \text{Primes acquises} &= \text{Primes émises} \\ & (+) \text{ Réserves primes du 1}^{\text{er}} \text{ janvier} \\ & (-) \text{ Réserves primes du 31 décembre} \\ & = \text{Primes émises} - \Delta \text{ Réserves primes} \end{aligned}$$

Les indemnités versées par les entreprises d'assurance aux assurés en cas de sinistre ne sont pas toutes relatives aux sinistres de l'année où l'indemnité est versée. Au moment de la déclaration du sinistre, l'entreprise d'assurance constitue une « réserve indemnité » à payer le moment venu. Par

conséquent pour reconstituer les indemnités relatives à l'année, on applique la formule suivante qui tient compte des réserves :

$$\begin{aligned} \text{Indemnité due} &= \text{Indemnité versée} \\ &\quad (-) \text{ Réserves indemnités du 1}^{\text{er}} \text{ janvier} \\ &\quad + \text{ Réserves indemnités du 31 décembre} \\ &= \text{Indemnité versée} + \Delta \text{ Réserves indemnités} \end{aligned}$$

La production de services d'assurance est égale à la partie de la prime brute après déduction de la prime nette qui sert à couvrir les charges non couvertes par les revenus des placements. Les entreprises d'assurance font des placements et donc réalisent des revenus qui vont servir à couvrir une partie de leurs charges. Le reste sera couvert par les primes nettes.

### **I. 3. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

#### **I. 3. 1. Périmètre de production**

En comptabilité Nationale, les Administrations Publiques (APU) sont des entités formées par des processus politiques qui exercent un pouvoir législatif, judiciaire ou exécutif sur d'autres unités institutionnelles dans un territoire donné. Leur mission principale est de fournir à la collectivité des services non marchands financés par des prélèvements obligatoires.

En Guinée, les administrations publiques se répartissent en trois sous-secteurs : l'administration centrale, les administrations locales et les administrations de sécurité sociale.

#### **I. 3. 2. Sources de données**

Pour établir les comptes des Administrations Publiques conformément au SCN 93, diverses sources de données sont mobilisées, selon les sous-secteurs.

Le Tableau de bord des Finances publiques (TABB) fournit des informations sur les recettes, les dépenses et autres flux financiers. Les données de ce tableau permettent de déterminer les impôts, taxes et transferts reçus par l'État, ainsi que les dépenses.

Le Tableau des opérations financières de l'État (TOFE version budgétaire) est partiellement utilisé pour certaines lignes de dépenses, notamment pour cadrer le TABB.

Les états financiers des établissements publics à caractère administratif (EPA) complètent les informations sur les recettes et les dépenses de l'administration centrale.

La loi des finances fournit des données sur les interventions, subventions et transferts courants, tandis que les comptes des collectivités urbaines et rurales fournissent des informations similaires pour les communes.

Les états financiers de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) sont également des sources utilisées pour établir les comptes des Administrations Publiques.

Enfin, la masse salariale et les effectifs du personnel contribuent à estimer le compte de production et d'exploitation des activités des administrations publiques, en particulier dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la fonction publique.

### **I. 3. 3. Traitement de données**

Le traitement des données des Administrations Publiques (APU) peut être décomposé en plusieurs étapes. Tout d'abord, il s'agit de traduire les données conformément aux normes et nomenclatures de la comptabilité nationale. Cette première étape vise à identifier, dans chaque source de données, les branches, les opérations et les produits pertinents pour chaque flux (crédit et débit) des APU.

Ensuite, la consommation intermédiaire (CI), la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) et les rémunérations des APU sont déterminées. La FBCF ainsi obtenue est ensuite ajoutée à la série disponible afin d'estimer la consommation de capital fixe (CCF).

#### **a) Détermination de la CCF**

La Consommation de Capital Fixe (CCF) est définie comme la dépréciation, au cours de la période comptable, du capital fixe. Sa valeur annuelle est évaluée en divisant la valeur totale du capital fixe au prix courant par le nombre d'années équivalent à la durée de vie. Dans le cas des investissements publics, on suppose qu'ils peuvent être regroupés en deux grandes catégories : les bâtiments et les ouvrages de génie civil, ainsi que les autres matériels. La durée de vie de la première catégorie est estimée à 30 ans, tandis que celle de la seconde est de 7 ans.

$$CCF = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n (FBCF_{n-i} * I_{n-i})$$

#### **b) Estimation de la production des Administrations publiques**

L'estimation de la production des Administrations Publiques (APU) est effectuée en utilisant la méthode des coûts. La production totale des APU est la somme des consommations intermédiaires (CI), des rémunérations des salariés, de la CCF et des impôts sur la production par branches. Pour obtenir la production non marchande des APU, on soustrait simplement la production marchande de la production totale.

## **I. 4. COMMERCE EXTERIEUR**

### **I. 4. 1. Périmètre de production**

Les échanges extérieurs en comptabilité nationale font référence aux transactions économiques entre une économie nationale et le reste du monde. Il s'agit des exportations et des importations des biens et services.

## **I. 4. 2. Sources de données**

Principalement, deux sources de données sont utilisées, il s'agit :

### **a) Balance des paiements (BdP)**

La balance des paiements, détaillé, est collectée au niveau de la BCRG. Elle est présentée selon la 5<sup>ème</sup> édition du manuel de la balance des paiements du FMI. Il s'agit d'un document comptable qui enregistre toutes les transactions économiques entre résidents et non-résidents au cours d'une période donnée. Dans les détails, elle permet de retracer essentiellement les biens et services (dans les détails) ayant fait objet d'échanges avec l'extérieurs (exportation et importation). Les services y sont explicitement détaillés.

### **b) Commerce extérieur**

Un fichier retraçant les importations et les exportations des biens est fourni régulièrement au service du commerce extérieur de l'INS par la Direction Général des impôts. Pour les besoins des comptes nationaux, le service du commerce extérieur de l'INS met à disposition de la direction de la comptabilité nationale le vecteur des exportations et des importations libellées selon le Système Harmonisé qui est une nomenclature internationale de classification des marchandises utilisée pour faciliter le commerce international.

## **I. 4. 3. Traitement des données**

Pour la balance des paiements, la Banque Centrale procède à des corrections pour trafic frontalier de marchandise avec les pays voisins qui échappe aux services de la douane. Ces corrections sont de 5% sur les exportations et de 2% sur les importations. Pour le Passage des importations CAF aux valeurs FOB, la Banque Centrale utilise un coefficient de correction de 12% (10% pour le transport et 2% pour les assurances). Quant au fichier du commerce extérieur, le premier traitement fait est de transcrire les données du commerce extérieur selon la nomenclature de la comptabilité nationale. Par la suite, conformément aux recommandations du SCN 1993, un arbitrage est fait entre les deux sources pour obtenir le vecteur des importations et des exportations de biens et services entre la Guinée et le reste du monde.

## **I. 5. MENAGES**

### **I. 5. 1. Périmètre de production**

Le secteur institutionnel des ménages comprend les ménages consommateurs et les entreprises individuelles dont le patrimoine est indissociable de celui des ménages. Les ressources principales des ménages sont constituées de la rémunération des salariés, en tant que facteur de production, versée par les autres secteurs et des revenus d'exploitation des entreprises individuelles.

Pour établir les comptes des ménages, il faut donc définir et estimer les activités des entreprises individuelles (EI). Ces activités touchent toutes les branches que le SCNG regroupe en 4 grands secteurs à savoir :

- l'agriculture, élevage, pêche et sylviculture ;

- le secteur informel de l'industrie et des services ;
- l'auto construction ;
- les services domestiques.

## **I. 5. 2. Sources de données**

### **a) Agriculture, élevage, pêche et sylviculture**

Les informations statistiques de base du secteur agricole sont fournies par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage à travers l'Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires (ANASA). Ces statistiques concernent la production en quantité par produit, le prix unitaire ainsi que la production en valeur. Les comptes de production et d'exploitation sont établis à partir de cette production en utilisant la structure des comptes du secteur informel de la sylviculture, de l'élevage et de la pêche. Par ailleurs, les revenus nets agricoles des ménages ont été considérés comme étant la valeur ajoutée du secteur agricole.

### **b) Secteur informel**

Les bases de données des ELEP sont disponibles à l'INS et sur son site Internet. ELEP 2012 a été utilisé pour rétopoler les dépenses des ménages estimées par produit à travers les informations collectées sur un échantillon de 7 612 ménages sur l'ensemble du territoire. Les IHPC et le taux de croissance de la population servent de base pour assurer une rétopolation ou une extrapolation des données. Pour déterminer les indices de volume, il a été considéré que le secteur informel subissait les mêmes chocs économiques et politiques que le secteur formel, mais dans des proportions réduites.

### **c) Auto construction**

La méthodologie préconisée dans le SCNG est d'évaluer indirectement l'auto construction, les constructions réalisées par les SNF étant connues. Partant d'une première étude sur la construction de logements structuré, informel et auto – construit d'une part et de l'étude sur la décomposition de la FBCF par agent et par produit (constructions, équipement, matériel de transport) d'autre part et sur la base des évaluations de la FBCF des différents agents économiques, l'évaluation de l'auto construction est faite en utilisant des indices de volume et de prix du secteur « S0DD06.fabrication de verre, poterie et matériaux de construction ».

### **d) Service domestique**

Les ménages employeurs de personnel domestique (bonnes, jardiniers, gardiens...) sont producteurs de service domestique. Cette production est évaluée par les salaires versés à ce personnel. L'enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté (EIBEP 2002-2003), donne des résultats sur le nombre de ménages employant du personnel domestique. Pour les années suivantes, la méthodologie de calcul s'est basée sur la croissance de la population comme indice

de croissance des volumes, et l'indice des prix à la consommation familiale comme évolution des prix.

### **I. 5. 3. Traitement des données**

Pour le secteur agricole : Production = données après pertes \* prix producteur

où données après pertes = quantité \* taux de pertes\* taux de semences \* taux d'autoconsommation.

Pour le secteur pêche : Production = quantité \* prix au débarquement.

Pour le secteur élevage : Production = taux d'exploitation \* effectif du cheptel \* prix producteur.

Pour le secteur la sylviculture : Production = quantité \* prix producteur

## **I. 6. Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM)**

### **I. 6. 1. Périmètre de production**

La forme juridique des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages est la suivante :

- Groupement d'Intérêt Économique (GIE) ;
- Coopérative ;
- Association/ Syndicat professionnel ;
- Organisation non gouvernementale (ONG) ;
- Parti politique ;
- Entité religieuse.

### **I. 6. 2. Sources des données**

L'enquête réalisée pour les années 2009 et 2010 auprès d'un échantillon d'associations et ONG a permis de recueillir 25 questionnaires.

### **I. 6. 3. Traitement des données**

Les comptes des ISBLSM ont été établis sur la base de ces enquêtes. Pour les années suivantes, Les comptes ont été projetés par la croissance des effectifs des salariés employés par les ISBL (selon le répertoire fourni par la CNSS) comme croissance du volume de l'activité et par les indices des prix à la consommation des services de santé et de l'éducation (les champs d'intervention les plus importants des ONG).

## CHAPITRE II. ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Avant de présenter l'évolution de l'activité économique en Guinée en 2021 et 2022, ce chapitre présente l'environnement économique international et le contexte social national.

### II. 1. Environnement économique international en 2022

Le contexte économique mondial a été caractérisé en 2022 par des perturbations socio-économiques difficiles, des niveaux d'inflation inédits depuis plusieurs décennies, un resserrement des conditions financières dans la plupart des régions, le conflit russo-ukrainien et la persistance de la COVID-19 dans certaines régions sont autant de facteurs qui ont influencé les perspectives économiques mondiales.

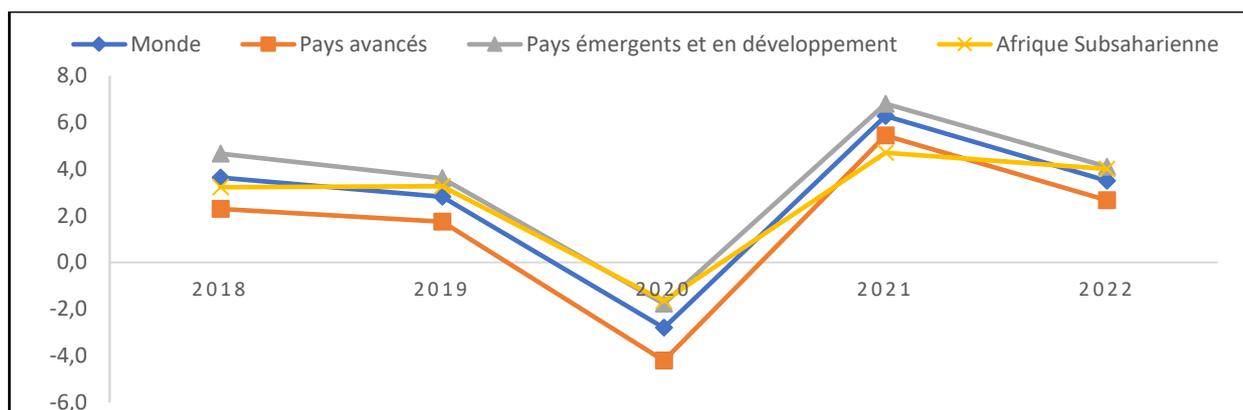
La croissance économique mondiale a ralenti à 3,5% en 2022 par rapport à 2021 (6,3%). Ce ralentissement est à mettre en lien avec le conflit russo-ukrainien, qui a entraîné une forte hausse des prix des matières premières, de l'énergie, l'accentuation des incertitudes et le durcissement des conditions financières. Cette contraction est variable selon les groupes de pays : Il a été plus marqué dans les économies avancées et modéré dans la plupart des économies émergentes et en développement.

En 2022, les économies avancées ont enregistré un taux de croissance de 2,7% contre 5,4% en 2021 et évoluent au rythme de l'activité aux États-Unis (2,1%), au Royaume Uni (4,1%), au Canada (3,4%) et dans la zone Euro (3,3%). Dans la zone Euro, la croissance est soutenue par celle de l'Espagne (5,5%), de la France (2,5%) et de l'Italie (3,7%). En revanche, la croissance est plus faible au Japon (1 %).

Au sein des pays émergents et en développement, l'activité économique a connu un ralentissement passant de 6,8 % en 2021 à 4,1 % en 2022. Cela s'explique principalement par les contreperformances de la Chine (3 % en 2022 après 8,4 % en 2021) et la Russie (-2,1 % en 2022 contre 5,6 % en 2021). Il est moins prononcé en Inde (7,2 % en 2022 après 9,1% en 2021), au Brésil (2,9 % en 2022 après 5 % en 2021) et au Mexique (3 % en 2022 après 4,7 % en 2021). Les pays émergents et les pays en développement d'Europe affichent une baisse notable de 0,8% tandis que ceux d'Asie enregistrent une croissance de 4,5 % et ceux du moyen orient et de l'Asie centrale enregistrent une croissance de 5,6 %.

Comparée aux autres régions du monde, l'Afrique subsaharienne a enregistré un ralentissement plus modéré, passant de 4,7 % en 2021 à 4 % en 2022. Ce léger ralentissement découle principalement d'un environnement extérieur défavorable, en lien notamment avec le conflit russo-ukrainien.

## Graphique 1 : Croissance mondiale 2018-2022



Source : Perspectives économiques mondiales 2022 (FMI)

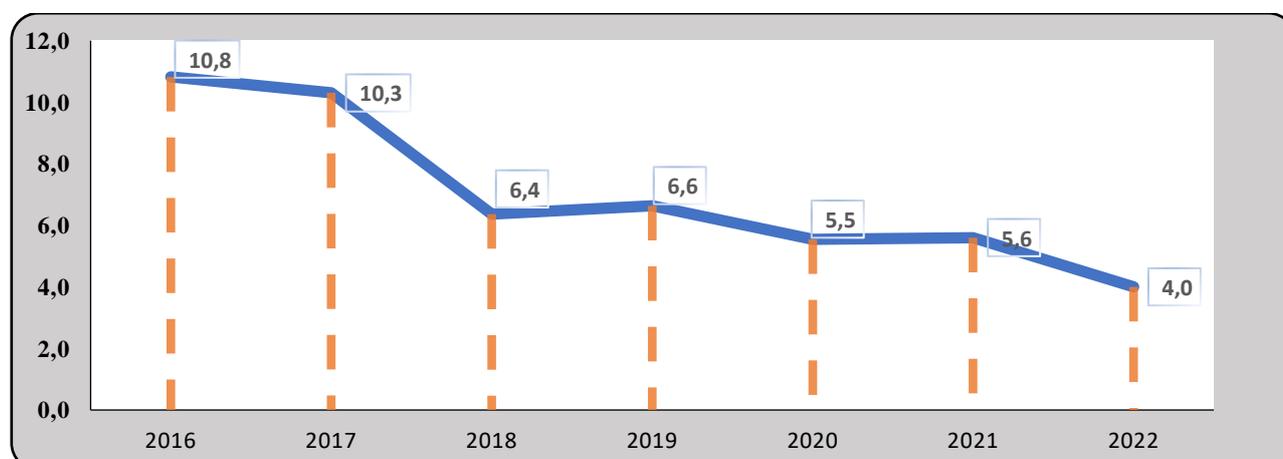
## II. 2. Contexte social national

La Guinée est un pays doté d'un potentiel économique considérable, riche en ressources du sol et du sous-sol. Elle possède la moitié des réserves mondiales de bauxite ainsi que des ressources abondantes en eau. Elle possède également d'autres ressources minières telles que l'or, le diamant et le fer. En dépit de toutes ses énormes potentialités naturelles, la Guinée reste l'un des pays les plus pauvres au monde même si des progrès ont été réalisés au cours de ces dernières années. En effet, selon les données issues des deux dernières enquêtes de pauvreté, le taux de pauvreté est passé de 55,2% en 2012 à 43,7% en 2019.

## II. 3. Évolution globale de l'activité économique

Le taux de croissance de l'économie guinéenne est de 4 % en 2022 contre 5,6 % en 2021, soit un repli de 1,6 point de pourcentage. Ce recul est la résultante de la baisse de la croissance au niveau des secteurs primaires et tertiaires de l'économie.

## Graphique 2 : Évolution du taux de croissance du PIB de 2016 à 2022 (en %)



Source : Comptabilité Nationale/INS

Le taux de croissance du secteur primaire est passé de 9 % en 2021 à 6 % en 2022, soit un recul de 3 points de pourcentage. Cette baisse est due non seulement à une des activités de la sous-branche Pêche, pisciculture et aquaculture, dont le taux de croissance est passé de 14,3 % en 2021 à 2,9% en 2022, mais également à celles de la sous-branche Élevage, chasse et services annexes avec un taux de croissance passant de 5,9 % en 2021 à 4,1 % en 2022.

En revanche, le secteur secondaire a enregistré une légère augmentation de 0,6 point de pourcentage entre 2021 et 2022, avec un taux de croissance passant de 5 % en 2021 à 5,6 % en 2022. Ce résultat est principalement imputable à la plupart des branches d'activités de ce secteur qui ont enregistré un ralentissement. Il s'agit notamment de la fabrication de produits alimentaires, boissons et tabacs (5,8 % en 2022, après 13,9 % en 2021), la production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz (8,8 % en 2022, après 12,2 % en 2021) et la fabrication d'autres produits manufacturés (2,8 % en 2022, après 4,3 % en 2021). En revanche, l'accélération des activités Extractives (6,8 % en 2022, contre 2,9 % en 2021) contribue à soutenir la croissance du secteur secondaire en 2022.

Par contre, le secteur tertiaire enregistre un taux de croissance de 1,6 % en 2022, contre 4,3 % en 2021, soit une contraction de 2,7 points de pourcentage. Cette situation est due principalement à la baisse des activités de trois sous-secteurs : Administrations publiques (-1,3 % en 2022 contre 7,4 % en 2021), Éducation (- 4,5 % en 2022, contre 6,1 % en 2021), Santé et action sociale (- 0,9 % en 2022, contre 3,2 % en 2021).

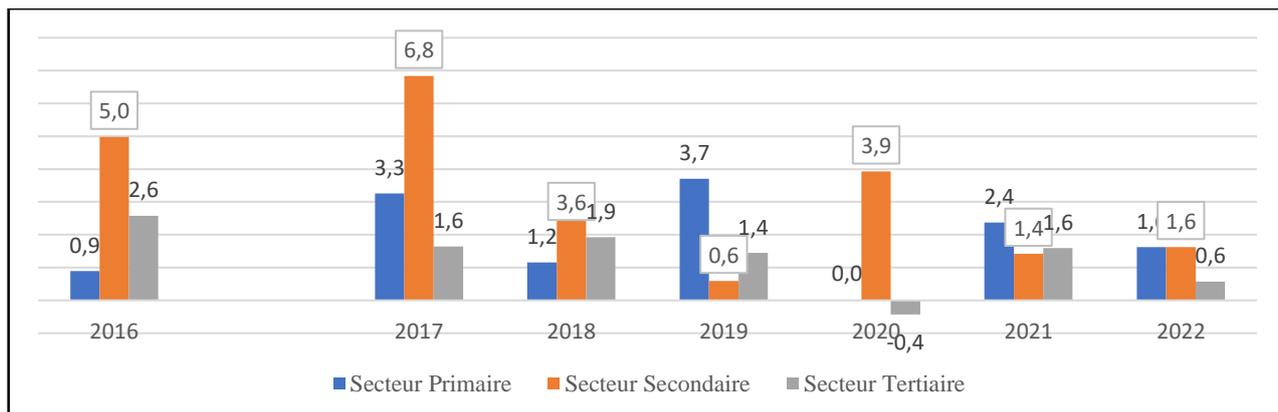
## **II. 4. Contribution sectorielle dans l'activité économique de 2016-2022**

Entre 2016 et 2022, le taux de croissance est de 6,8 % en moyenne.

Le secteur secondaire est celui qui a le plus contribué à la croissance économique avec en moyenne 3,3 %, les secteurs primaire et tertiaire et les impôts sur les produits nets de subventions ont enregistré une contribution moyenne respectivement de 1,9 % ; 1,3 % et 0,3 %.

Etant donné que la croissance économique est de 4 % en 2022, elle est portée par les secteurs primaire et secondaire à hauteur de 1,6 % chacun. Les activités du secteur tertiaire ont contribué à hauteur de 0,6 % en 2022. La contribution des impôts et taxes nets de subventions sur les produits représente 0,2 % de la croissance du PIB en 2022.

**Graphique 3 : Contribution par secteur d'activité à la croissance économique 2016-2022 (%)**



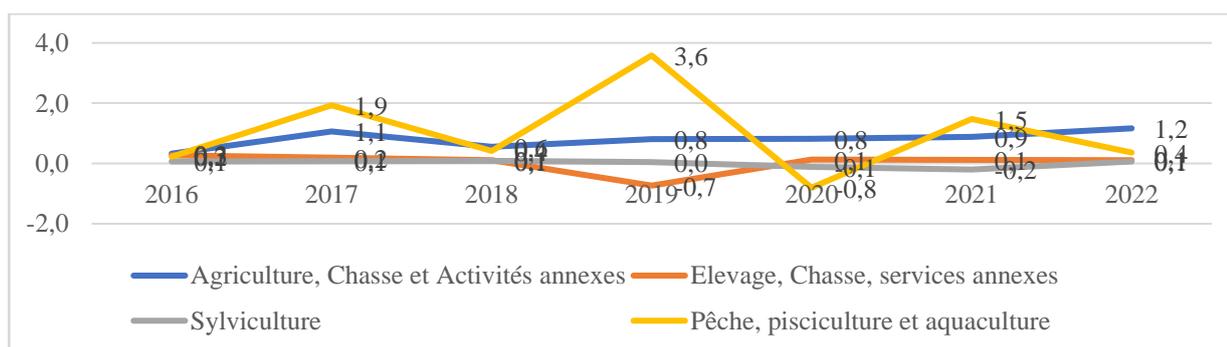
Source : Comptabilité Nationale/INS

### II. 4. 1. Secteur primaire

Avec un poids de 28,4 % de l'activité économique en 2022, le secteur primaire contribue à hauteur de 1,6 point à la croissance du PIB. Cette situation est principalement imputable aux sous-secteurs Agriculture, Chasse et Activités annexes qui contribue à hauteur de 1,1 % à la croissance du PIB. Cela peut s'expliquer par les mesures gouvernementales mises en place pour soutenir les acteurs évoluant dans le sous-secteur de l'agriculture à travers le projet « Refondation verte ».

Par rapport à l'année précédente, la contribution du secteur primaire à la croissance du PIB régresse de 0,8 point de pourcentage passant ainsi de 2,4 points en 2021 à 1,6 point en 2022. Cette régression provient principalement du sous-secteur Pêche, pisciculture et aquaculture dont la contribution passe de 1,5 point en 2021 à 0,4 point en 2022, pour une baisse de 1,1 point de pourcentage.

**Graphique 4: Contributions à la croissance du PIB des branches du primaire (en points)**



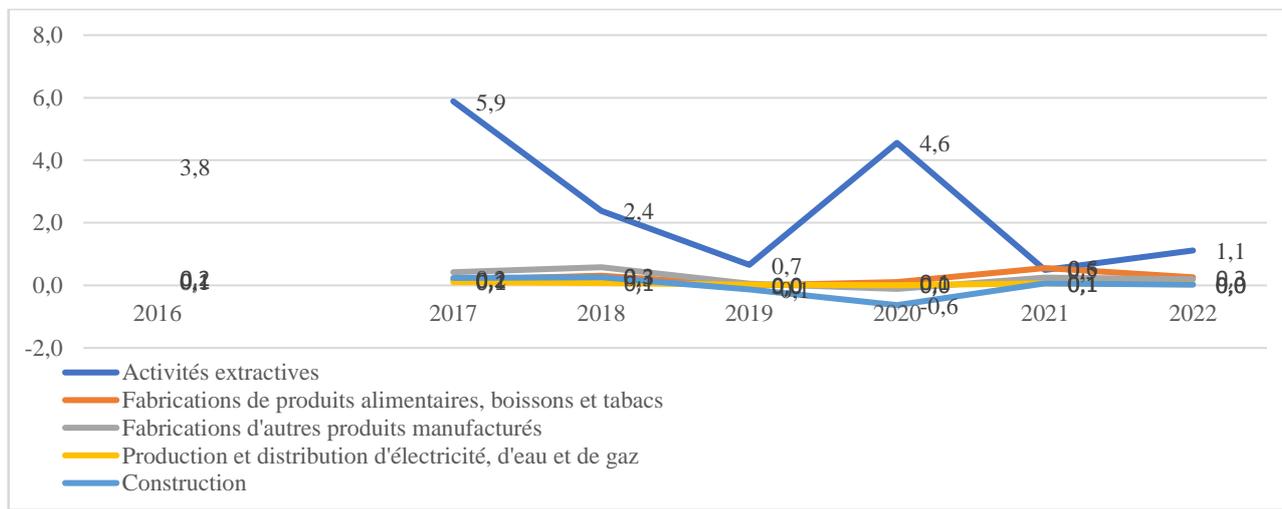
Source : Comptabilité Nationale/INS

### II. 4. 2. Secteur secondaire

Le poids de la valeur ajoutée du secteur secondaire a connu une régression de 2,3 points de pourcentage passant ainsi de 28,8 % en 2021 à 26,5 % en 2022. Sa contribution à la croissance économique est de 1,6 point en 2022, principalement imputable aux activités extractives (1,1 point). Entre 2021 et 2022, la contribution du secteur à la création de richesse connaît un accroissement

de 0,2 point de croissance (1,6 point en 2022, après 1,4 point en 2021). Cette hausse est principalement attribuable au sous-secteur Activité extractives (1,1 point en 2022 après 0,5 point en 2021). Cette progression est due à l'augmentation de la production en volume de la bauxite (16%). Ce résultat est imputable aux mesures prises par le Ministère des mines afin de contrôler efficacement la production des activités extractives.

**Graphique 5: Contributions à la croissance du PIB des branches du secondaire (en points)**



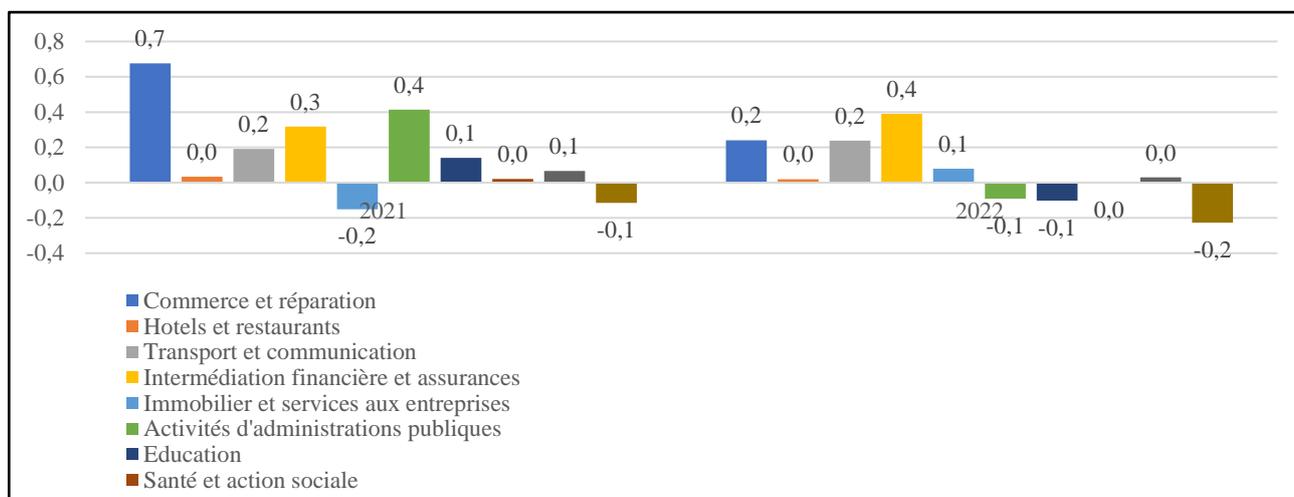
Source : Comptabilité Nationale/INS

### II. 4. 3. Secteur tertiaire

En 2022, le secteur tertiaire représente 37,5 % de l'activité économique. Sa contribution à la croissance économique est de 0,6 point porté essentiellement par les activités d'intermédiation financière et d'assurance qui connaissent une croissance de 11,1 % entre 2021 et 2022, avec une contribution de 0,4 % à la croissance du PIB en 2022.

Par ailleurs, entre 2021 et 2022, la contribution du secteur à la croissance baisse de 1 point de pourcentage (0,6 % en 2022 contre 1,6 % en 2021). Ce ralentissement est dû principalement à la baisse des activités des administrations publiques (- 0,1 % en 2022 contre 0,4 % en 2021). Un autre secteur comme l'éducation connaît une baisse sur la même période passant de 0,1 % en 2021 à - 0,1 % en 2022.

**Graphique 6 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur tertiaire par branche d'activité en 2021 et 2022**



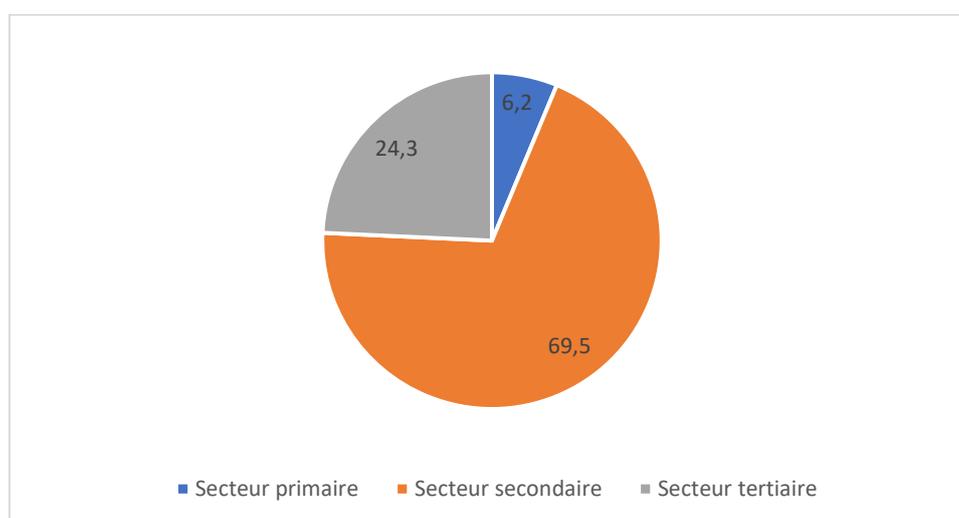
Source : Comptabilité Nationale/INS

#### II. 4. 4. Secteur informel

Entre 2017 et 2021, la valeur ajoutée du secteur informel a représenté en moyenne 59,9 % du Produit Intérieur Brut (PIB) nominal en Guinée. Cela indique une forte influence de ce secteur sur les activités économiques du pays de façon globale. En 2022, la contribution du secteur informel dans le PIB est de 57,8 % contre 57,5 % en 2021, soit une baisse de 2,6 points de pourcentage.

Au cours de la période 2017-2021, l'essentiel des activités informelles se trouve dans le secteur secondaire (69,5 % en moyenne). Le poids du secteur primaire dans l'informel a été de 24,3 % alors que celui du tertiaire était de 6,2 %.

**Graphique 7: Poids moyen par secteur d'activité de l'informel de 2017-2021 (% valeur ajoutée du secteur informel)**



Source : Comptabilité Nationale/INS

## CHAPITRE III. EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Le SCN-93 préconise le calcul du Produit Intérieur Brut (PIB) selon trois optiques : (i) l'optique de la production, (ii) l'optique des dépenses ou des emplois et (iii) l'optique des revenus. Cette triple approche offre une cohérence entre les données économiques et donne une vision globale de l'activité économique d'un pays. Il faut néanmoins noter qu'en Guinée, le calcul du PIB se fait selon les optiques de la production et des dépenses, dans le cadre des tableaux des ressources et des emplois (TRE).

Dans ce chapitre, l'objectif est de présenter la structure du PIB selon les différentes utilisations des biens et services, au cours de la période 2021-2022. Ces utilisations comprennent la consommation finale, l'investissement (formation brute de capital fixe et variations de stocks) et les exportations nettes.

La consommation finale englobe la valeur totale des biens et services consommés par les ménages, l'administration publique et les institutions sans but lucratif au service des ménages. En d'autres termes, elle représente la somme des dépenses de consommation de ces acteurs. La consommation finale est un indicateur clé pour évaluer l'utilisation finale des biens et services dans une économie. En 2022, elle représente 85,0 % du PIB, principalement en raison des dépenses de consommation finale des ménages (68,8 %) et des administrations publiques (15,8 %). Toutefois, son poids baisse de 2,5 points de pourcentage entre 2021 (87,5 %) et 2022 (85,0 %) tout en contribuant à hauteur de 1,7 % à la croissance économique en 2022.

Concernant les investissements, leur poids dans le PIB est de 13 % en 2022, en baisse par rapport à 17,4 % en 2021 ; ce qui correspond à une diminution de 4,4 points de pourcentage. Cette diminution s'explique par une baisse de 1,5 point de pourcentage de la formation brute de capital fixe et une baisse de 2,8 points de pourcentage des stocks. Par ailleurs, en 2022, cette composante contribue négativement au taux de croissance du PIB (-2,5 %).

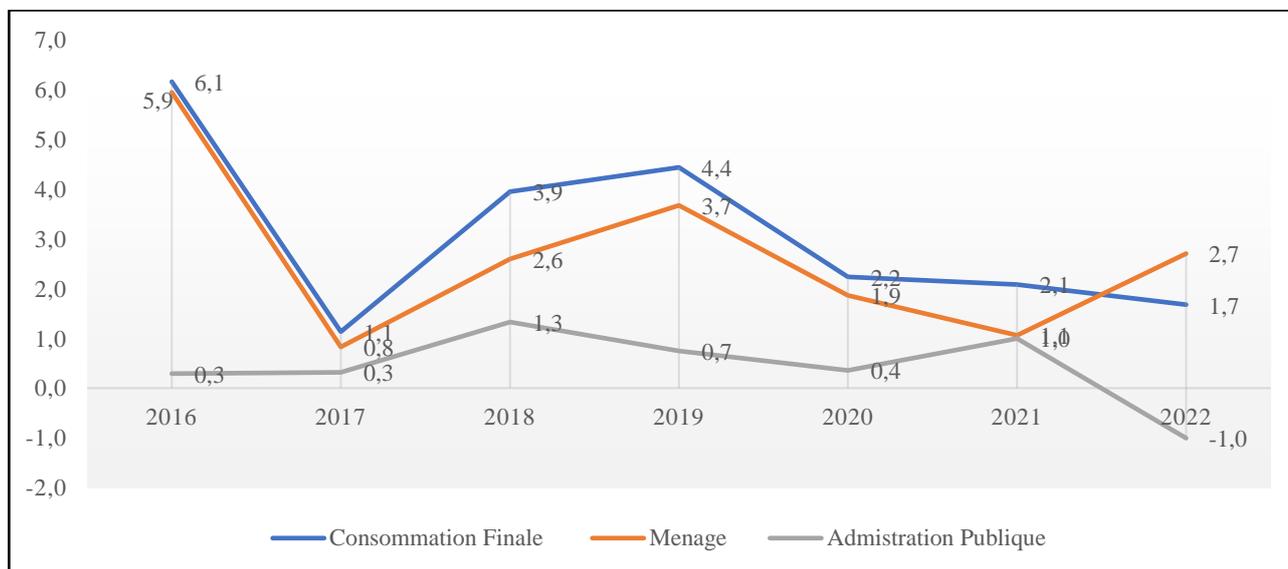
Sur la période 2016-2021, les échanges extérieurs étaient déficitaires, contribuant en moyenne de -17,9 % à la formation du PIB. En revanche, en 2022, ils contribuent positivement à hauteur de 2 %. Cela s'explique en partie par des mesures de contrôle du Ministère des mines qui ont permis de maîtriser l'évolution des exportations des produits miniers tels que l'or, la bauxite et le diamant. En 2022, les échanges extérieurs contribuent à hauteur de 4,8 % au taux de croissance, correspondant néanmoins à un ralentissement de 11,8 points de pourcentage par rapport à 2021.

### III. 1. Consommation finale

Avec un poids de 85,0 % du Produit Intérieur Brut (PIB), la consommation finale joue un rôle majeur dans la croissance économique, avec une contribution de 1,7 point à la croissance du PIB en 2022. Celle-ci est principalement portée par les dépenses de consommation finale des ménages (2,7

points). Néanmoins, entre 2021 et 2022, on observe un ralentissement de la consommation finale, dont la contribution diminue de 0,4 point, passant ainsi de 2,1 points en 2021 à 1,7 point en 2022. Cette diminution est attribuable à la baisse de 2 points de la contribution des dépenses du secteur des administrations publiques qui passe de 1 point en 2021 à -1 point en 2022.

**Graphique 8: Évolution de la contribution de la consommation finale à la croissance du PIB (2016-2022)**



**Source :** Comptabilité Nationale/INS

Ainsi, les dépenses de consommation finale ralentissent de 2,9 points de pourcentage en 2022. Ce ralentissement s'observe aussi bien pour les dépenses de consommation finale des ménages (7,3 % en 2022 après 10,6 % en 2021), que pour celles des administrations publiques (11,1 % en 2022 après 12,3 % en 2021).

Le tableau ci-dessous présente la structure de la consommation finale des ménages par produits sur la période 2016-2022 dont les principales composantes sont les produits du secteur primaire et les produits manufacturés. Ces produits représentent en moyenne 33,9 % et 34,7 % respectivement des dépenses de consommation finale des ménages entre 2016 et 2022. Au total, ces deux catégories de produits représentent environ 68,6 % des dépenses de consommations finales.

Par ailleurs, le poids de la consommation finale des administrations publiques dans la consommation finale globale connaît une légère baisse entre 2021 et 2022 passant de 18,7 % à 17,9 %, soit une baisse de 0,8 point de pourcentage.

**Tableau 1: Structure de la consommation finale des ménages par produits en pourcentage**

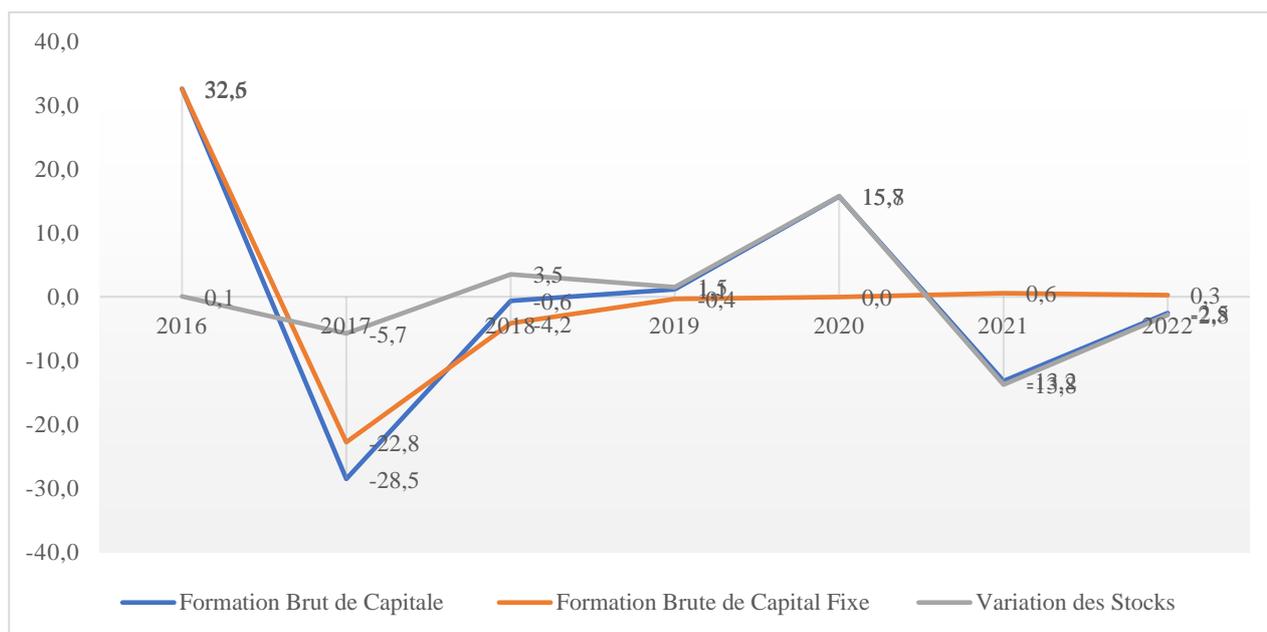
Produits	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits de l'Agriculture, de l'élevage, de la chasse et activités connexes	27,4	31,2	33,4	36,4	35,0	36,6	37,0
Produits des industries extractives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits alimentaires, boissons & tabac	24,9	23,1	22,2	20,7	20,7	18,8	19,5
Autres produits manufacturés nca	16,7	15,0	13,9	12,7	12,0	11,4	11,1
Electricité, gaz et eau distribué	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
Construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce et service de réparation	0,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Service d'hébergement et de restauration	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
Services de Transports et communications	1,6	1,5	1,4	1,3	1,6	1,5	1,3
Service d'Intermédiation financière	3,7	3,9	3,6	3,5	3,6	3,8	3,9
Service Immobilier, services aux entreprises	2,4	2,3	2,3	2,1	1,9	1,8	1,8
Service d'administration publique	15,3	15,7	16,0	16,0	17,8	18,7	17,9
Service d'Éducation	2,8	2,6	2,7	2,5	2,9	3,0	2,8
Services de santé	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,5	1,8
Services collectifs ou personnels	1,4	1,4	1,3	1,5	1,5	1,4	1,6
Service des ménages employeurs de personnel domestique	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits en attente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>100</b>						

Source : Comptabilité Nationale/INS

### III. 2. Investissements

En 2022, les investissements affichent une contribution négative de 2,5 points à la croissance économique, mais en augmentation par rapport à 2021 (-13,2 %). Ainsi, les dépenses d'investissement poursuivent leur progression en 2022 (10,7 % après 3,6 % en 2021 et -3,0 % en 2020). Cette évolution est attribuable à une augmentation de 10,9 points de la contribution des variations des stocks, qui passe de -13,8 points en 2021 à -2,8 points en 2022. Les dépenses de formation brute de capital fixe ont accéléré en 2022 (6,3 % après 3,5 % en 2021), même si leur contribution à la croissance du PIB est en recul de 0,3 point, passant de 0,6 point en 2021 à 0,3 point en 2022.

### Graphique 9 : Évolution de la contribution des investissements à la croissance du PIB (2016-2022)



Source : Comptabilite Nationale/INS

Le tableau ci-dessous présente la structure de la FBCF par produits en pourcentage de 2016 à 2022. La FBCF passe de 23120,0 milliards GNF en 2021 à 24385,2 milliards GNF en 2022 soit une augmentation de 5,47 %. Sur la période 2016-2022, les machines et équipements ainsi que les BTP représentent les principaux produits de la FBCF avec des poids respectifs de 56,8 % et 30,4 %.

**Tableau 2: Structure de la FBCF par produits en pourcentage de 2016 à 2022**

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	MOY
Plantations et produits d'élevages	7,1	9,3	11,4	12,3	12,4	10,9	11,4	10,7
Machines et appareils électriques	77,6	57,3	47,9	48,4	52,6	56,4	57,3	56,8
BTP	14,0	30,9	38,2	36,8	32,5	30,7	29,5	30,4
Recherche et développement, prospection minière, logiciels et brevets	1,2	2,5	2,6	2,5	2,6	2,0	1,7	2,2
<b>Total</b>	<b>100</b>	100						

Source : Comptabilite Nationale/INS

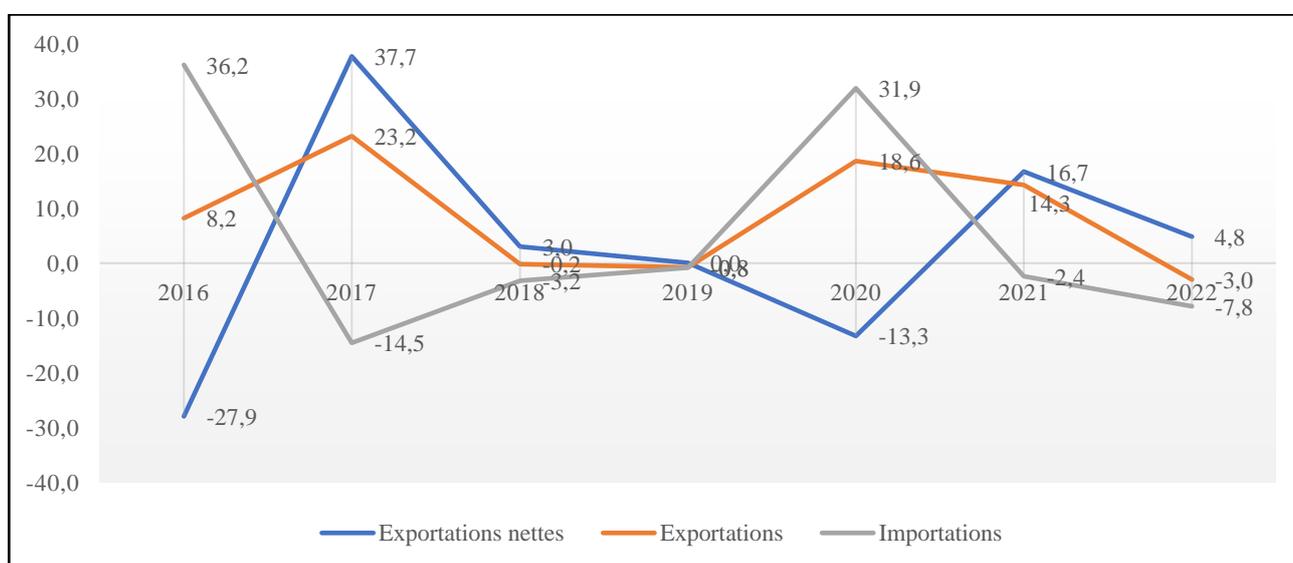
### III. 3. Échanges extérieurs de biens et services

Les échanges extérieurs concernent les importations et exportations de biens et services. Au cours de la période 2016-2022, les échanges de la Guinée avec le Reste du Monde se sont soldés en moyenne par un déficit commercial de 15,1 % du Produit Intérieur Brut en volume au prix de l'année précédente. Néanmoins en 2022, la balance commerciale présente un solde excédentaire de 3322,3 milliards GNF, soit une contribution de 2 % au PIB.

Par ailleurs, le solde des échanges de biens et services entre la Guinée et le reste du monde contribue à hauteur de 4,8 points à la croissance économique. Cette contribution résulte de la contribution négative des exportations de biens et services (-3,0 %), plus faible que celle des importations de biens et services (-7,8 %).

Cependant, une comparaison entre les années 2021 et 2022 révèle un repli significatif de la contribution nette des échanges, marquée par une contraction de 11,8 points de croissance. Ces évolutions sont principalement imputables à la baisse des exportations de biens (-6,5 % en 2022 contre 31,2 % en 2021) et de celle des importations de biens (-14,8 % en 2022 contre -4,5 % en 2021).

**Graphique 10 : Évolution de la contribution du solde échanges de biens et services à la croissance du PIB (2016-2022)**



Source : Comptabilité Nationale/INS

### III. 3. 1. Exportations de biens et services

La contribution des exportations à la croissance du PIB diminue de 17,3 en points de pourcentage, passant de 14,3 points en 2021 à -3,0 points en 2022. L'analyse de la structure des exportations des biens et services nous révèle que celles-ci sont dominées par les produits des industries extractives sur la période de 2016-2022 (84,8 % en moyenne). Mais entre 2021 et 2022, la contribution des produits miniers aux exportations connaît une baisse d'environ 2,6 % passant de 88,1 % à 85,8 %. Par contre, la part des autres produits manufacturés dans les exportations connaît une hausse passant de 7,2 % en 2021 à 8,2 % en 2022.

**Tableau 3: Structure des exportations de 2016 à 2022 (%)**

Produits	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne
Produits de l'Agriculture, de l'élevage, de la chasse et activités connexes	2,5	5,2	4,5	4,6	3,7	3,2	3,2	3,9
Produits des industries extractives	87,4	82,2	81,6	81,7	86,5	88,1	85,8	84,8
Produits alimentaires, boissons & tabac	1,1	2,3	2	2,2	1,6	1,3	1,1	1,7
Autres produits manufacturés	5,6	9,1	9,9	9,6	7,2	7,2	8,2	8,1
Electricité, gaz & eau distribué	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction	0	0	0	0	0	0	0	0
Commerce et service de réparation	0	0	0	0	0	0	0	0
Service d'hébergement et de restaurations	0	0,1	0,1	0,1	0	0	0	0,1
Service de Transports et communications	0,3	0,2	0,6	1,2	0,6	0,2	1	0,6
Service d'Intermédiation financière	1	0,2	0,4	0,1	0,1	0	0,1	0,3
Service Immobilier, services fournis principalement aux entreprises	0,6	0,4	0,4	0,2	0,1	0	0,4	0,3
Services d'administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0
Service d'Éducation/Enseignement	0	0,2	0,1	0,2	0,1	0	0,1	0,1
Services de sante	0	0	0	0	0	0	0	0
Services collectif ou personnel	0,5	0	0	0	0	0	0	0,1
Services des ménages employeurs de personnel domestique	0	0	0	0	0	0	0	0
SIFIM	0	0	0	0	0	0	0	0
Correction territoriale	0,9	0	0,2	0	0	0	0	0,2
Produits en attente	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>							

Source : Comptabilité Nationale/INS

### III. 3. 2. Importations de biens et services

La contribution des importations à la croissance du PIB poursuit sa tendance baissière en 2022. Elle est de -7,8 % en 2022 contre -2,4 % en 2021, soit une baisse de 5,4 %. L'analyse de la structure des importations révèle que sur la période 2016-2022, les produits manufacturés demeurent les principaux produits importés en Guinée, avec en moyenne 69,3 % des importations. Les parts des produits alimentaires, boissons & tabac et les produits des industries extractives sont respectivement de 10,9 % et 11,6 % en moyenne des importations au cours de la même période. Quant aux services de transports et communications, les services immobiliers et les services aux entreprises, leurs parts dans les importations s'élèvent en moyenne, respectivement à 2,6 % en 2021 et 2,2 % en 2022.

**Tableau 4: Structure des importations de 2016-2022 (en %)**

Produits	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne
Produits de l'Agriculture, de l'élevage, de la chasse et activités connexes	0,6	0,7	0,8	0,9	0,6	0,6	0,7	0,7
Produits des industries extractives	0,1	0,1	0,1	0,2	31	31,3	18,6	11,6
Produits alimentaires, boissons & tabac	10,5	12,8	14,7	15,5	10,1	5,9	7,1	10,9
Autres produits manufacturés	85,2	77,4	76	74,6	51,8	55,1	64,9	69,3
Electricité, gaz & eau distribué	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction	0	2,4	1,7	1,3	0,2	0,1	0,5	0,9
Commerce et réparation	0	0,2	0,1	0,7	0,5	0,1	0,1	0,2
Service d'hébergement et restaurations	0	0	0	0	0	0	0	0
Services de transports et communications	0,2	1,5	1,5	2,2	2,9	4,4	5,7	2,6
Service d'Intermédiation financière	0,8	1,6	1,4	1,7	1,2	1,6	1,6	1,4
Services Immobilier, services aux entreprises	2,4	3	3,3	2,9	1,6	1	1	2,2
Service d'administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0
Services d'éducation/enseignement	0	0,2	0,2	0	0	0	0	0,1
Services de services de sante	0	0	0	0	0	0	0	0
Service collectifs ou personnels	0	0	0	0	0	0	0	0
Services des ménages employeurs de personnel domestique	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation de SIFIM	0	0	0	0	0	0	0	0
Correction territoriale	0,2	0	0,1	0	0	0	0	0
Produits en attente	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>							

Source : Comptabilité Nationale/INS

## **PERSPECTIVES POUR 2024**

En termes de perspectives, la Direction de la comptabilité nationale a entamé les travaux de migration vers le SCN 2008 et de changement d'années de base (choix de l'année 2018 comme nouvelle année de base). Ces travaux de rénovation des comptes nationaux se poursuivront au cours de l'année 2024 par les activités suivantes :

- Finalisation des travaux de l'année de base 2018 :
  - prise en compte des recommandations faites lors de l'atelier de revue par les pairs ;
  - élaboration d'une liste de produits ou d'activités insuffisamment prises en compte ;
  - élaboration d'une liste de produits destinés à l'exportation ;
  - échanges continues avec les sectoriels pour affiner les résultats de l'année de base ;
  - poursuite des travaux sur le compte d'exploitation des branches d'activités ;
  - poursuite des travaux sur la matrice emplois ;
  - poursuite des travaux sur le TCEI ;
- Poursuite de la réalisation d'enquêtes et d'études spécifiques (extraction de sable et graviers, transport informel, éducation, etc....) ;
- Rédaction du document méthodologique d'élaboration des comptes nationaux ;
- Poursuite des travaux d'élaboration des comptes nationaux de la première année courante 2019 ;
- Poursuite des travaux de rattrapage des comptes des années courantes (2020, 2021, 2022) ;
- Poursuite des travaux de réropolation.

En parallèle des Comptes Nationaux Annuels, la direction de la comptabilité nationale compte également poursuivre les travaux sur l'élaboration des comptes nationaux trimestriels et entamer les travaux sur l'élaboration des comptes régionaux et satellites.

## CONCLUSION

En 2022, la croissance économique en Guinée enregistre un ralentissement, s'établissant à 4,0 % après avoir atteint 5,6 % en 2021. Ce ralentissement est attribué principalement à la persistance de la pandémie de Covid-19 à l'échelle internationale, aux effets inflationnistes sur le marché national et international ainsi qu'au conflit russo-ukrainien.

Le secteur primaire dont la contribution à l'activité économique est de 28,4 %, affiche une baisse de 3,0 % de son rythme de croissance en se fixant à 6,0 % en 2022 contre 9,0 % en 2021. Sa contribution à la croissance du PIB est de 1,6 point, principalement soutenue par l'agriculture, la chasse, et les activités annexes. En revanche, le secteur secondaire enregistre une légère amélioration de 0,6 % en 2022 avec un taux de croissance de 5,6 % contre 5 % en 2021. Tout comme le secteur primaire, la contribution du secteur secondaire est de 1,6 % en 2022. Ce secteur est caractérisé par la mise en place de mesures de contrôle au niveau des activités extractives, entraînant ainsi une forte contribution de ces dernières. En ce qui concerne le secteur tertiaire, il contribue à hauteur de 0,6 point à la croissance économique, et il enregistre un ralentissement avec une croissance qui passe de 4,3 % en 2021 à 1,6 % en 2022.

## ANNEXES : PRINCIPAUX RÉSULTATS

**Tableau 5: PIB Courant, optique production (en milliards GNF)**

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Production	128 991	151 479	170 261	192 407	215 055	250 401	270 590
Consommations Intermédiaires	59 903	66 912	72 540	80 035	91 652	103 715	113 212
Valeur ajoutée	<b>69 089</b>	<b>84 567</b>	<b>88 919</b>	<b>112 372</b>	<b>123 402</b>	<b>146 686</b>	<b>157 378</b>
Impôts et taxes sur les produits, net des subventions	7 999	9 267	9 237	11 085	11 357	12 650	12 936
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>77 088</b>	<b>93 834</b>	<b>98 156</b>	<b>123 458</b>	<b>134 760</b>	<b>159 337</b>	<b>170 314</b>

*Source : Comptabilité Nationale/INS*

**Tableau 6: PIB en volume, optique production (base 100 = 2010)**

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Production	89 057	99 505	104 807	110 193	117 387	123 515	127 684
Consommation Intermédiaire	38 864	42 817	43 965	45 548	50 222	52 398	53 593
Valeur ajoutée	<b>50 228</b>	<b>56 802</b>	<b>61 016</b>	<b>64 852</b>	<b>67 360</b>	<b>71 321</b>	<b>74 280</b>
Impôts et taxes sur les produits, net des subventions	4 046	3 489	3 372	3 324	3 762	3 850	3 924
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>54 442</b>	<b>60 050</b>	<b>63 868</b>	<b>67 456</b>	<b>70 629</b>	<b>74 572</b>	<b>77 534</b>

*Source : Comptabilité Nationale/INS*

**Tableau 7 : PIB selon l'optique production, Taux de croissance en volume (%)**

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Production	7,7	11,7	5,3	5,1	6,5	5,2	3,4
Consommations Intermédiaires	5,8	10,2	2,5	1,2	10,3	4,3	2,3
Valeur ajoutée	<b>9,4</b>	<b>13,1</b>	<b>7,1</b>	<b>6,3</b>	<b>3,9</b>	<b>5,9</b>	<b>4,1</b>
Impôts et taxes sur les produits, net des subventions	24,5	-13,8	0,6	-1,1	13,2	2,4	1,9
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>10,8</b>	<b>10,3</b>	<b>6,5</b>	<b>5,6</b>	<b>4,7</b>	<b>5,6</b>	<b>4,0</b>

*Source : Comptabilité Nationale/INS*

**Tableau 8: PIB selon l'optique production, Taux de croissance des déflateurs (%)**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
Production	5,6	5,1	6,7	7,5	4,9	10,7	4,5
Consommations Intermédiaires	4,9	1,4	5,8	6,2	3,9	8,5	6,7
Valeur ajoutée	<b>6,3</b>	<b>8,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>9</b>	<b>5,7</b>	<b>12,3</b>	<b>3,0</b>
Impôts et taxes sur les produits, net des subventions	0,7	34,3	-0,9	21,4	-9,5	8,8	0,3
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>5,7</b>	<b>10,4</b>	<b>-1,8</b>	<b>10,1</b>	<b>4,2</b>	<b>12</b>	<b>2,8</b>

*Source : Comptabilité Nationale/INS*

**Tableau 9: Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
<b>Secteur primaire</b>	<b>13 560</b>	<b>19 263</b>	<b>24 510</b>	<b>32 626</b>	<b>35 446</b>	<b>43 135</b>	<b>48 338</b>
Agriculture, élevage, chasse et activités annexes	13 560	19 263	24 510	32 626	35 446	43 135	48 338
<b>Secteur secondaire</b>	<b>23 206</b>	<b>29 702</b>	<b>35 623</b>	<b>36 285</b>	<b>38 423</b>	<b>45 923</b>	<b>45 138</b>
Activités extractives	10 451	15 972	19 947	20 449	23 245	25 946	20 903
Fabrications de produits alimentaires, boissons et tabacs	2 188	2 911	4 595	4 713	5 360	7 090	8 220
Fabrications d'autres produits manufacturés	6 235	6 492	8 305	8 128	7 532	11 111	13 487
Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz	514	597	784	772	733	613	742
Construction	3 818	3 729	1 993	2 224	1 553	1 163	1 786
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>32 322</b>	<b>35 602</b>	<b>37 475</b>	<b>43 461</b>	<b>49 533</b>	<b>57 629</b>	<b>63 901</b>
Commerce et réparation	14 562	15 727	18 656	21 757	22 497	25 270	27 450
Hôtels et restaurants	894	947	1 037	1 151	1 042	964	1 253
Transport et communication	3 334	3 695	4 684	5 211	6 996	7 369	7 191
Intermédiation financière et assurances	2 371	2 553	3 207	3 596	4 411	5 607	7 046
Immobilier et services aux entreprises	3 494	3 719	4 067	4 215	4 156	4 023	4 301
Activités d'administrations publiques	5 211	6 491	3 862	4 980	7 484	11 144	12 633
Education	2 101	2 102	2 120	2 381	3 060	3 670	3 941
Santé et action sociale	959	986	785	930	894	891	1 572
Autres services	989	1 020	857	1 273	1 368	1 598	2 170
SIFIM	- 1 593	- 1 639	- 1 801	- 2 033	- 2 376	- 2 907	- 3 657
<b>Total Valeur ajoutée</b>	<b>69 089</b>	<b>84 567</b>	<b>97 608</b>	<b>112 372</b>	<b>123 402</b>	<b>146 686</b>	<b>157 378</b>
Impôts sur les produits nets des subventions	7 999	9 267	9 237	11 085	11 357	12 650	12 936
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>77 088</b>	<b>93 834</b>	<b>106 845</b>	<b>123 458</b>	<b>134 760</b>	<b>159 337</b>	<b>170 314</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 10 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (%)**

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
<b>Secteur primaire</b>	<b>4,8</b>	<b>18,5</b>	<b>5,6</b>	<b>16,1</b>	<b>0,1</b>	<b>9,0</b>	<b>6,0</b>
Agriculture, élevage, chasse et activités annexes	4,8	18,5	5,6	16,1	0,1	9,0	6,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>18,9</b>	<b>22,7</b>	<b>11,4</b>	<b>1,8</b>	<b>13,4</b>	<b>5,0</b>	<b>5,6</b>
Activités extractives	46,8	43,4	14,0	3,5	27,5	2,9	6,8
Fabrications de produits alimentaires, boissons et tabacs	7,4	6,2	9,8	-0,1	2,7	13,9	5,8
Fabrications d'autres produits manufacturés	7,6	5,3	8,4	0,7	-1,7	4,3	2,8
Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz	22,1	16	12,1	2,9	0,9	12,2	8,8
Construction	2,2	4,9	6,5	-7	-35,1	5,5	2,9
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>5,7</b>	<b>3,9</b>	<b>5,1</b>	<b>4,1</b>	<b>-1,2</b>	<b>4,3</b>	<b>1,6</b>
Commerce et réparation	4,5	5,5	2,6	6,0	2,7	4,1	1,5
Hôtels et restaurants	2,9	3,4	4,3	1,7	-16,7	4,3	3,3
Transport et communication	10,3	5,4	5,4	1,5	-4,8	3,7	5,2
Intermédiation financière et assurances	6,3	5,8	13,1	3,6	6,4	9,7	11,1

Immobilier et services aux entreprises	7,3	3,0	-0,3	0,1	0,4	-4,9	3,2
Activités d'administrations publiques	8,4	2,9	11,8	2,7	-8,9	7,4	-1,3
Education	7,6	-4,9	7,5	7,0	-5,9	6,1	-4,5
Santé et action sociale	7,9	1,8	4,8	0,8	-5,6	3,2	-0,9
Autres services	2,9	2,8	3,4	7,0	-1,8	6,4	3
SIFIM	23,6	5,7	10,9	4,9	12,9	6,5	12,4
<b>Total Valeur ajoutée</b>	<b>9,4</b>	<b>13,1</b>	<b>7,4</b>	<b>6,3</b>	<b>3,9</b>	<b>5,9</b>	<b>4,1</b>
Impôts sur les produits nets des subventions	24,5	-13,8	-3,3	-1,4	13,2	2,4	1,9
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>10,8</b>	<b>10,3</b>	<b>6,4</b>	<b>5,6</b>	<b>4,7</b>	<b>5,6</b>	<b>4,0</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 11: Valeurs ajoutées par branches d'activités, structure/contribution à la formation du PIB en volume (%)**

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
<b>Secteur primaire</b>	<b>17,5</b>	<b>18,9</b>	<b>20,4</b>	<b>25,2</b>	<b>25,3</b>	<b>27,2</b>	<b>27,6</b>
Agriculture, élevage, chasse et activités annexes	17,5	18,9	20,4	25,2	25,3	27,2	27,6
<b>Secteur secondaire</b>	<b>28,2</b>	<b>33,5</b>	<b>33,2</b>	<b>32,1</b>	<b>31,8</b>	<b>28,3</b>	<b>29,3</b>
Activités extractives	10,8	17,6	18,2	18,3	20,2	16,8	16,7
Fabrications de produits alimentaires, boissons et tabacs	3,0	2,7	3,2	4,1	3,7	4,3	4,5
Fabrications d'autres produits manufacturés	8,8	7,7	7,1	7,4	6,2	5,5	6,9
Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,4
Construction	5,0	4,7	4,0	1,6	1,1	1,2	0,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>43,4</b>	<b>39,5</b>	<b>37,5</b>	<b>34,6</b>	<b>33,2</b>	<b>36,3</b>	<b>35,3</b>
Commerce et réparation	18,9	18,1	16,2	17,5	17,3	16,5	15,5
Hôtels et restaurants	1,2	1,1	1,0	0,9	0,7	0,8	0,6
Transport et communication	5,0	4,1	3,9	4,2	3,8	5,1	4,7
Intermédiation financière et assurances	2,9	2,9	2,9	2,9	3,0	3,4	3,8
Immobilier et services aux entreprises	4,7	4,2	3,7	3,6	3,3	2,8	2,5
Activités d'administrations publiques	7,1	6,3	7,3	3,5	3,5	5,7	6,6
Education	2,8	2,4	2,3	2,0	1,7	2,3	2,1
Santé et action sociale	1,3	1,1	1,0	0,7	0,7	0,6	0,5
Autres services	1,4	1,2	1,1	0,8	1,0	1,0	1,0
SIFIM	-1,9	-2,0	-1,8	-1,7	-1,8	-1,8	-2,0
<b>Total Valeur ajoutée</b>	<b>89,1</b>	<b>91,9</b>	<b>91,0</b>	<b>91,9</b>	<b>90,3</b>	<b>91,8</b>	<b>92,2</b>
Impôts sur les produits nets des subventions	10,9	8,1	9,0	8,1	9,7	8,2	7,8
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>						

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 12: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche aux prix courants (milliards de FG)**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
<b>AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES</b>	<b>13 560</b>	<b>19 263</b>	<b>24 510</b>	<b>32 626</b>	<b>35 446</b>	<b>43 135</b>	<b>48 338</b>
Agriculture, Chasse et Activités annexes	6 433	8 382	10 308	12 339	14 161	16 632	21 361
Elevage, Chasse, services annexes	2 439	2 879	3 319	3 307	3 600	3 851	4 008
Sylviculture	1 796	2 082	2 648	3 163	3 349	3 336	3 386
Pêche, pisciculture et aquaculture	2 891	5 920	8 236	13 818	14 336	19 315	19 583
<b>ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>10 451</b>	<b>15 972</b>	<b>19 947</b>	<b>20 449</b>	<b>23 245</b>	<b>25 946</b>	<b>20 903</b>
Extraction de minerais métalliques	10 083	15 534	19 417	19 903	22 823	25 467	20 418
Autres activités extractives	368	438	530	546	422	480	485
<b>FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS &amp; TABAC</b>	<b>2 188</b>	<b>2 911</b>	<b>4 595</b>	<b>4 713</b>	<b>5 360</b>	<b>7 090</b>	<b>8 220</b>
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	2 187	2 910	4 594	4 711	5 358	7 089	8 218
Fabrication de produits a base de tabac	1	1,3	1,5	1,3	1,5	1,5	1,5
<b>FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES</b>	<b>6 235</b>	<b>6 492</b>	<b>8 305</b>	<b>8 128</b>	<b>7 532</b>	<b>11 111</b>	<b>13 487</b>
Fabrication de textiles, habillement et chaussures	1 526	1 650	1 927	2 041	2 100	2 268	2 506
Travail de bois	580	679	844	931	910	819	1 518
Fabrication d'article en papier ou en carton	3	2	3	2	1	0	2
Fabrication de produits chimiques	201	213	328	309	326	391	278
Fab. De verre, poterie et matériaux de construction	658	724	1 202	1 169	1 022	1 314	1 400
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux	3 060	2 991	3 706	3 384	2 870	5 996	7 421
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a	207	233	295	292	303	322	362
<b>PROD. &amp; DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ &amp; D'EAU</b>	<b>514</b>	<b>597</b>	<b>784</b>	<b>772</b>	<b>733</b>	<b>613</b>	<b>742</b>
Production & distribution, de gaz & d'eau	514	597	784	772	733	613	742
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>3 818</b>	<b>3 729</b>	<b>1 993</b>	<b>2 224</b>	<b>1 553</b>	<b>1 163</b>	<b>1 786</b>
Construction	3 818	3 729	1 993	2 224	1 553	1 163	1 786
<b>COMMERCE ET REPARATION</b>	<b>14 562</b>	<b>15 727</b>	<b>18 656</b>	<b>21 757</b>	<b>22 497</b>	<b>25 270</b>	<b>27 450</b>
Commerce et réparation	14 562	15 727	18 656	21 757	22 497	25 270	27 450
<b>HÔTELS ET RESTAURANTS</b>	<b>894</b>	<b>947</b>	<b>1 037</b>	<b>1 151</b>	<b>1 042</b>	<b>964</b>	<b>1 253</b>
Hôtels et restaurants	894	947	1 037	1 151	1 042	964	1 253
<b>TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>	<b>3 334</b>	<b>3 695</b>	<b>4 684</b>	<b>5 211</b>	<b>6 996</b>	<b>7 369</b>	<b>7 191</b>
Transports	2 855	3 150	4 005	4 446	6 133	6 307	6 126
Postes et télécommunications	479	544	680	765	863	1 062	1 066
<b>INTERMEDIATION FINANCIERE</b>	<b>2 371</b>	<b>2 553</b>	<b>3 207</b>	<b>3 596</b>	<b>4 411</b>	<b>5 607</b>	<b>7 046</b>
Services financiers	2 371	2 553	3 207	3 596	4 411	5 607	7 046
<b>IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>3 494</b>	<b>3 719</b>	<b>4 067</b>	<b>4 215</b>	<b>4 156</b>	<b>4 023</b>	<b>4 301</b>
Immobilier	2 116	2 264	2 646	2 740	2 802	3 103	3 441

Services principalement rendu aux entreprises	1 378	1 456	1 421	1 475	1 354	921	860
<b>ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>5 211</b>	<b>6 491</b>	<b>3 862</b>	<b>4 980</b>	<b>7 484</b>	<b>11 144</b>	<b>12 633</b>
Activités d'administration publique	5 211	6 491	3 862	4 980	7 484	11 144	12 633
<b>EDUCATION</b>	<b>2 101</b>	<b>2 102</b>	<b>2 120</b>	<b>2 381</b>	<b>3 060</b>	<b>3 670</b>	<b>3 941</b>
Education	2 101	2 102	2 120	2 381	3 060	3 670	3 941
<b>ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE</b>	<b>959</b>	<b>986</b>	<b>785</b>	<b>930</b>	<b>894</b>	<b>891</b>	<b>1 572</b>
Activités de services de santé	959	986	785	930	894	891	1 572
<b>ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL</b>	<b>776</b>	<b>802</b>	<b>634</b>	<b>1 046</b>	<b>1 135</b>	<b>1 215</b>	<b>1 675</b>
Activités a caractère collectif ou personnel	776	802	634	1 046	1 135	1 215	1 675
<b>ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE</b>	<b>213</b>	<b>218</b>	<b>223</b>	<b>228</b>	<b>233</b>	<b>383</b>	<b>496</b>
Activités. ménages employeurs de personnel domestiques	213	218	223	228	233	383	496
<b>BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM</b>	<b>-1 593</b>	<b>-1 639</b>	<b>-1 801</b>	<b>-2 033</b>	<b>-2 376</b>	<b>-2 907</b>	<b>-3 657</b>
Branche consommatrices des SIFIM	-1 593	-1 639	-1 801	-2 033	-2 376	-2 907	-3 657
<b>Ensemble</b>	<b>69 089</b>	<b>84 567</b>	<b>97 608</b>	<b>112 372</b>	<b>123 402</b>	<b>146 686</b>	<b>157 378</b>
<b>Impôts et taxes nets des Subventions</b>	<b>7 999</b>	<b>9 267</b>	<b>9 237</b>	<b>11 085</b>	<b>11 357</b>	<b>12 650</b>	<b>12 936</b>
<b>BRANCHE EN ATTENTE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>77 088</b>	<b>93 834</b>	<b>106 845</b>	<b>123 458</b>	<b>134 760</b>	<b>159 337</b>	<b>170 314</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 13: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche en volumes chaînés au prix de 2010 (milliards de GNF)**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
<b>AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES</b>	<b>9 481</b>	<b>11 235</b>	<b>11 868</b>	<b>13 783</b>	<b>13 795</b>	<b>15 039</b>	<b>15 942</b>
Agriculture, Chasse et Activités annexes	4 470	5 037	5 350	5 795	6 269	6 798	7 519
Elevage, Chasse, services annexes	2 184	2 317	2 395	1 830	1 915	2 028	2 110
Sylviculture	792	818	850	866	827	765	787
Pêche, pisciculture et aquaculture	2 044	3 094	3 295	4 827	4 481	5 120	5 270
<b>ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>6 594</b>	<b>9 456</b>	<b>10 780</b>	<b>11 157</b>	<b>14 228</b>	<b>14 635</b>	<b>15 637</b>
Extraction de minerais métalliques	6 521	9 572	10 920	11 305	14 556	14 967	16 015
Autres activités extractives	145	74	82	84	70	73	72
<b>FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS &amp; TABAC</b>	<b>1 515</b>	<b>1 609</b>	<b>1 767</b>	<b>1 765</b>	<b>1 813</b>	<b>2 065</b>	<b>2 184</b>
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	1 515	1 609	1 767	1 765	1 813	2 065	2 184
Fabrication de produits a base de tabac	0	0	0	0	0	0	0
<b>FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES</b>	<b>4 475</b>	<b>4 711</b>	<b>5 106</b>	<b>5 143</b>	<b>5 055</b>	<b>5 275</b>	<b>5 425</b>
Fabrication de textiles, habillement et chaussures	848	873	913	931	938	986	1 017
Travail de bois	336	347	366	373	373	359	371
Fabrication d'article en papier ou en carton	7	6	8	7	6	5	1
Fabrication de produits chimiques	209	232	287	280	302	361	317

Fab. De verre, poterie et matériaux de construction	438	541	651	605	567	657	676
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux	2 396	2 459	2 639	2 704	2 622	2 632	2 726
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a	152	159	170	173	171	182	188
<b>PROD. &amp; DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ &amp; D'EAU</b>	<b>508</b>	<b>590</b>	<b>661</b>	<b>680</b>	<b>686</b>	<b>770</b>	<b>838</b>
Production & distribution, de gaz & d'eau	508	590	661	680	686	770	838
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>2 784</b>	<b>2 920</b>	<b>3 111</b>	<b>2 892</b>	<b>1 878</b>	<b>1 982</b>	<b>2 040</b>
Construction	2 784	2 920	3 111	2 892	1 878	1 982	2 040
<b>COMMERCE ET REPARATION</b>	<b>10 419</b>	<b>10 995</b>	<b>11 286</b>	<b>11 958</b>	<b>12 281</b>	<b>12 779</b>	<b>12 972</b>
Commerce et réparation	10 419	10 995	11 286	11 958	12 281	12 779	12 972
<b>HÔTELS ET RESTAURANTS</b>	<b>547</b>	<b>566</b>	<b>590</b>	<b>600</b>	<b>500</b>	<b>521</b>	<b>538</b>
Hôtels et restaurants	547	566	590	600	500	521	538
<b>TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>	<b>2 879</b>	<b>3 036</b>	<b>3 198</b>	<b>3 245</b>	<b>3 091</b>	<b>3 204</b>	<b>3 369</b>
Transports	2 520	2 634	2 752	2 715	2 515	2 610	2 728
Postes et télécommunications	363	402	444	525	579	596	650
<b>INTERMEDIATION FINANCIERE</b>	<b>3 662</b>	<b>3 874</b>	<b>4 383</b>	<b>4 538</b>	<b>4 829</b>	<b>5 297</b>	<b>5 883</b>
Services financiers	3 662	3 874	4 383	4 538	4 829	5 297	5 883
<b>IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>2 159</b>	<b>2 223</b>	<b>2 216</b>	<b>2 219</b>	<b>2 228</b>	<b>2 119</b>	<b>2 186</b>
Immobilier	1 158	1 186	1 221	1 247	1 271	1 305	1 344
Services principalement rendu aux entreprises	989	1 026	972	936	915	726	754
<b>ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>4 978</b>	<b>5 124</b>	<b>5 730</b>	<b>5 885</b>	<b>5 360</b>	<b>5 759</b>	<b>5 684</b>
Activités d'administration publique	4 978	5 124	5 730	5 885	5 360	5 759	5 684
<b>EDUCATION</b>	<b>1 295</b>	<b>1 232</b>	<b>1 324</b>	<b>1 417</b>	<b>1 333</b>	<b>1 415</b>	<b>1 352</b>
Education	1 295	1 232	1 324	1 417	1 333	1 415	1 352
<b>ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE</b>	<b>555</b>	<b>565</b>	<b>592</b>	<b>597</b>	<b>564</b>	<b>582</b>	<b>576</b>
Activités de services de santé	555	565	592	597	564	582	576
<b>ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL</b>	<b>306</b>	<b>315</b>	<b>326</b>	<b>355</b>	<b>345</b>	<b>370</b>	<b>381</b>
Activités a caractère collectif ou personnel	306	315	326	355	345	370	381
<b>ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE</b>	<b>178</b>	<b>182</b>	<b>186</b>	<b>190</b>	<b>195</b>	<b>200</b>	<b>206</b>
Activités ménages employeurs de personnel domestiques	178	182	186	190	195	200	206
<b>BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM</b>	<b>-688</b>	<b>-727</b>	<b>-806</b>	<b>-845</b>	<b>-954</b>	<b>-1 016</b>	<b>-1 143</b>
Branche consommatrices des SIFIM	-688	-727	-806	-845	-954	-1 016	-1 143
<b>Ensemble</b>	<b>50 228</b>	<b>56 802</b>	<b>61 016</b>	<b>64 852</b>	<b>67 360</b>	<b>71 321</b>	<b>74 280</b>
<b>Impôts et taxes nets des Subventions</b>	<b>4 046</b>	<b>3 489</b>	<b>3 372</b>	<b>3 324</b>	<b>3 762</b>	<b>3 850</b>	<b>3 924</b>
<b>BRANCHE EN ATTENTE</b>							
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>54 442</b>	<b>60 050</b>	<b>63 868</b>	<b>67 456</b>	<b>70 629</b>	<b>74 572</b>	<b>77 534</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 14: Taux de croissance réel de la VA par sous-branche (%)**

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
<b>AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES</b>	<b>4,8</b>	<b>18,5</b>	<b>5,6</b>	<b>16,1</b>	<b>0,1</b>	<b>9,0</b>	<b>6,0</b>
Agriculture, Chasse et Activités annexes	3,8	12,7	6,2	8,3	8,2	8,4	10,6
Elevage, Chasse, services annexes	8,7	6,1	3,4	-23,6	4,7	5,9	4,1
Sylviculture	2,3	3,2	3,9	1,8	-4,5	-7,5	3,0
Pêche, pisciculture et aquaculture	5,9	51,4	6,5	46,5	-7,2	14,3	2,9
<b>ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>46,8</b>	<b>43,4</b>	<b>14</b>	<b>3,5</b>	<b>27,5</b>	<b>2,9</b>	<b>6,8</b>
Extraction de minerais métalliques	51,3	46,8	14,1	3,5	28,7	2,8	7
Autres activités extractives	-10,5	-48,7	10,9	2,3	-17,1	4,6	-1,5
<b>FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS &amp; TABAC</b>	<b>7,4</b>	<b>6,2</b>	<b>9,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,7</b>	<b>13,9</b>	<b>5,8</b>
Fabrication de produits alimentaires & de boissons	7,4	6,2	9,8	-0,1	2,7	13,9	5,8
Fabrication de produits a base de tabac	21,3	29	12,3	-22,6	6,4	0,0	2,2
<b>FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES</b>	<b>7,6</b>	<b>5,3</b>	<b>8,4</b>	<b>0,7</b>	<b>-1,7</b>	<b>4,3</b>	<b>2,8</b>
Fabrication de textiles, habillement et chaussures	8,3	2,9	4,5	2	0,7	5,2	3,2
Travail de bois	2,9	3,2	5,4	1,9	0,2	-3,9	3,5
Fabrication d'article en papier ou en carton	-24,1	-11,1	33,3	-14,3	-4,8	-16,5	-89,7
Fabrication de produits chimiques	18,5	11,2	23,5	-2,3	7,8	19,2	-12,2
Fab. De verre, poterie et matériaux de construction	-3,7	23,5	20,3	-7	-6,2	15,8	2,8
Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux	10,5	2,6	7,3	2,5	-3,0	0,4	3,6
Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a	-0,1	4	7,3	1,6	-1,2	6,3	3,4
<b>PROD. &amp; DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ &amp; D'EAU</b>	<b>22,1</b>	<b>16</b>	<b>12,1</b>	<b>2,9</b>	<b>0,9</b>	<b>12,2</b>	<b>8,8</b>
Production & distribution, de gaz & d'eau	22,1	16	12,1	2,9	0,9	12,2	8,8
<b>CONSTRUCTION</b>	<b>2,2</b>	<b>4,9</b>	<b>6,5</b>	<b>-7</b>	<b>-35,1</b>	<b>5,5</b>	<b>2,9</b>
Construction	2,2	4,9	6,5	-7	-35,1	5,5	2,9
<b>COMMERCE ET REPARATION</b>	<b>4,5</b>	<b>5,5</b>	<b>2,6</b>	<b>6</b>	<b>2,7</b>	<b>4,1</b>	<b>1,5</b>
Commerce et réparation	4,5	5,5	2,6	6	2,7	4,1	1,5
<b>HÔTELS ET RESTAURANTS</b>	<b>2,9</b>	<b>3,4</b>	<b>4,3</b>	<b>1,7</b>	<b>-16,7</b>	<b>4,3</b>	<b>3,3</b>
Hôtels et restaurants	2,9	3,4	4,3	1,7	-16,7	4,3	3,3
<b>TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>	<b>10,3</b>	<b>5,4</b>	<b>5,4</b>	<b>1,5</b>	<b>-4,8</b>	<b>3,7</b>	<b>5,2</b>
Transports	11,1	4,5	4,5	-1,4	-7,3	3,8	4,5
Postes et télécommunications	6,1	10,9	10,4	18,1	10,3	3,0	9,0
<b>INTERMEDIATION FINANCIERE</b>	<b>6,3</b>	<b>5,8</b>	<b>13,1</b>	<b>3,6</b>	<b>6,4</b>	<b>9,7</b>	<b>11,1</b>
Services financiers	6,3	5,8	13,1	3,6	6,4	9,7	11,1
<b>IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>7,3</b>	<b>3</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>-4,9</b>	<b>3,2</b>
Immobilier	2,6	2,5	2,9	2,2	1,9	2,7	2,9
Services principalement rendu aux entreprises	15,1	3,7	-5,3	-3,7	-2,2	-20,6	3,9
<b>ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>8,4</b>	<b>2,9</b>	<b>11,8</b>	<b>2,7</b>	<b>-8,9</b>	<b>7,4</b>	<b>-1,3</b>
Activités d'administration publique	8,4	2,9	11,8	2,7	-8,9	7,4	-1,3
<b>EDUCATION</b>	<b>7,6</b>	<b>-4,9</b>	<b>7,5</b>	<b>7</b>	<b>-5,9</b>	<b>6,1</b>	<b>-4,5</b>
Education	7,6	-4,9	7,5	7	-5,9	6,1	-4,5
<b>ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE</b>	<b>7,9</b>	<b>1,8</b>	<b>4,8</b>	<b>0,8</b>	<b>-5,6</b>	<b>3,2</b>	<b>-0,9</b>

Activités de services de santé	7,9	1,8	4,8	0,8	-5,6	3,2	-0,9
<b>ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL</b>	<b>1,9</b>	<b>3</b>	<b>3,6</b>	<b>8,6</b>	<b>-2,7</b>	<b>7,2</b>	<b>3,0</b>
Activités à caractère collectif ou personnel	1,9	3	3,6	8,6	-2,7	7,2	3,0
<b>ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE</b>	<b>5,6</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>
Activités ménages employeurs de personnel domestiques	5,6	2,3	2,3	2,3	2,3	2,9	2,9
<b>BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM</b>	<b>23,6</b>	<b>5,7</b>	<b>10,9</b>	<b>4,9</b>	<b>12,9</b>	<b>6,5</b>	<b>12,4</b>
Branche consommatrices des SIFIM	23,6	5,7	10,9	4,9	12,9	6,5	12,4
<b>Ensemble</b>	<b>9,4</b>	<b>13,1</b>	<b>7,4</b>	<b>6,3</b>	<b>3,9</b>	<b>5,9</b>	<b>4,1</b>
<b>Impôts et taxes nets des Subventions</b>	<b>24,5</b>	<b>-13,8</b>	<b>-3,3</b>	<b>-1,4</b>	<b>13,2</b>	<b>2,4</b>	<b>1,9</b>
<b>BRANCHE EN ATTENTE</b>							
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>10,8</b>	<b>10,3</b>	<b>6,4</b>	<b>5,6</b>	<b>4,7</b>	<b>5,6</b>	<b>4,0</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 15: Évolution de la valeur ajoutée informelle aux prix courants par branche d'activité (en milliards GNF)**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
Agriculture, élevage, chasse et activités annexes	4 686	2 821	2 612	3 321	7 151	8 233	5 813
Activités extractives	1 360	8 377	9 062	9 719	9 993	11 466	12 854
Fabrication de produits alimentaires, boissons & tabac	1 581	10 607	11 125	11 642	12 107	14 977	17 632
Fabrication d'autres produits manufactures	4 920	579	597	623	638	656	756
Production & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	280	5 002	5 135	5 723	5 986	6 160	7 002
Construction	1 924	17 231	19 485	23 849	25 538	29 022	31 025
Commerce et réparation	12 833	1 849	1 899	2 050	1 814	1 899	2 322
Hôtels et restaurants	874	4 200	4 700	5 317	6 585	6 944	7 007
Transports et communications	2 649	949	973	1 065	1 164	1 349	1 534
Intermédiation financière	743	4 438	4 899	5 178	5 353	5 783	6 232
Immobilier, services aux entreprises	1 516	0000	0000	0000	0000	0000	0000
Activités d'administration publique	0000	1 001	1 073	1 186	1 419	1 616	1 864
Education	787	1 039	1 139	1 290	1 367	1 405	1 885
Activités de services de sante	750	1 010	1 077	1 425	1 583	1 669	2 038
Activités à caractère collectif ou personnel	737	218	223	228	233	383	496
Activité ménages employeurs de personnel domestique	0000	0000	0000	0000	0000	0000	0000
Branche consommatrice des SIFIM	0000	0000	0000	0000	0000	0000	0000
Correction territoriale	0000	0000	0000	0000	0000	0000	0000
Branche en attente	0000	0000	0000	0000	0000	0000	0000
<b>Total Valeur ajoutée</b>	<b>35 638</b>	<b>59 321</b>	<b>63 999</b>	<b>72 615</b>	<b>80 931</b>	<b>91 562</b>	<b>98 458</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 16: Contribution de la branche d'activités informelles et ménages à la croissance du PIB en valeur (%)**

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
<b>Secteur Primaire</b>	<b>6,1</b>	<b>3,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>	<b>5,3</b>	<b>5,2</b>	<b>3,4</b>
Agriculture, élevage, chasse et activités annexes	6,1	3,0	2,4	2,7	5,3	5,2	3,4
<b>Secteur Secondaire</b>	<b>13,1</b>	<b>44,5</b>	<b>42,5</b>	<b>41,8</b>	<b>40,3</b>	<b>39,1</b>	<b>40,7</b>
Activités extractives	1,8	8,9	8,5	7,9	7,4	7,2	7,5
Fabrication de produits alimentaires, boissons & tabac	2,1	11,3	10,4	9,4	9,0	9,4	10,4
Fabrication d'autres produits manufactures	6,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Production & distribution d'électricité, de gaz & d'eau	0,4	5,3	4,8	4,6	4,4	3,9	4,1
construction	2,5	18,4	18,2	19,3	19,0	18,2	18,2
<b>Secteur Tertiaire</b>	<b>27,1</b>	<b>15,7</b>	<b>15,0</b>	<b>14,4</b>	<b>14,5</b>	<b>13,2</b>	<b>13,7</b>
Commerce et réparation	16,6	2,0	1,8	1,7	1,3	1,2	1,4
Hôtels et restaurants	1,1	4,5	4,4	4,3	4,9	4,4	4,1
Transports et communications	3,4	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9
Intermédiation financière	1,0	4,7	4,6	4,2	4,0	3,6	3,7
Immobilier, services aux entreprises	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités d'administration publique	0,0	1,1	1,0	1,0	1,1	1,0	1,1
Education	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1
Activités de services de sante	1,0	1,1	1,0	1,2	1,2	1,0	1,2
Activités à caractère collectif ou personnel	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Activité ménages employeurs de personnel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Branche consommatrice des SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Correction territoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Branche en attente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Valeur ajoutée</b>	<b>46,2</b>	<b>63,2</b>	<b>59,9</b>	<b>58,8</b>	<b>60,1</b>	<b>57,5</b>	<b>57,8</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 17: Production par branche d'activités informelles, structure / contribution à la formation du PIB en volume (%)**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
<b>SECTEUR PRIMAIRE</b>	<b>13,1</b>	<b>4,4</b>	<b>4,0</b>	<b>4,5</b>	<b>9,4</b>	<b>8,2</b>	<b>6,5</b>
AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES	13,1	4,4	4,0	4,5	9,4	8,2	6,5
<b>SECTEUR SECONDAIRE</b>	<b>28,2</b>	<b>68,6</b>	<b>66,7</b>	<b>66,5</b>	<b>64,7</b>	<b>61,1</b>	<b>64,3</b>
ACTIVITES EXTRACTIVES	3,8	13,4	13,4	12,8	11,6	11,2	12
FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC	4,4	17,6	17	15,7	14,7	13,6	15,7
FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES	13,8	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7
PROD. & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU	0,8	8,0	8,0	7,2	7,2	6,7	6,4

CONSTRUCTION	5,4	28,7	27,4	30,0	30,3	28,8	29,5
<b>SECTEUR TERTIAIRE</b>	<b>158,6</b>	<b>24,4</b>	<b>23,5</b>	<b>22,5</b>	<b>21,4</b>	<b>21,9</b>	<b>22</b>
COMMERCE ET REPARATION	36	3,1	3,0	2,7	2,2	2,0	2,0
HÔTELS ET RESTAURANTS	2,5	6,9	6,7	6,6	6,3	7,4	7,3
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	7,4	1,6	1,5	1,4	1,3	1,3	1,4
INTERMEDIATION FINANCIERE	2,1	7,3	7,1	6,9	6,5	6,0	6,0
IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES	4,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	0,0	1,6	1,6	1,5	1,4	1,6	1,7
EDUCATION	2,2	1,7	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5
ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE	2,1	1,7	1,6	1,5	1,8	1,8	1,7
ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	2,1	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CORRECTION TERRITORIALE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BRANCHE EN ATTENTE	100	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Valeur ajoutée</b>	<b>200</b>	<b>97,4</b>	<b>94,2</b>	<b>93,5</b>	<b>95,5</b>	<b>91,3</b>	<b>92,8</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 18: PIB selon l'optique dépenses, valeurs courantes (en milliards de GNF)**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
Consommation Finale	77 417	84 132	95 116	109 387	121 700	138 116	152 114
Ménage	64 009	69 410	78 145	89 846	97 624	109 596	122 203
Administration Publique	13 015	14 334	16 542	19 015	23 466	27 855	29 159
ISBSLM	393	388	430	525	610	665	752
Formation Brut de Capitale	40 602	20 897	20 885	24 356	42 471	25 615	23 868
Formation Brute de Capital Fixe	40 408	24 177	20 800	21 975	22 337	23 936	25 918
Variation des Stocks	194	-3 280	85	2 382	20 134	1 679	-2 049
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-40 931	-11 195	-9 157	-10 286	-29 412	-4 395	-5 668
Exportations	22 642	41 906	42 959	43 262	63 296	89 577	77 354
Biens	21 895	41 435	42 147	42 445	62 718	89 313	76 088
Services	747	472	812	817	578	264	1 267
Importations	63 573	53 102	52 116	53 548	92 708	93 972	83 022
Biens	61 283	49 609	48 682	49 498	86 874	87 346	76 110
Services	2 289	3 492	3 434	4 050	5 835	6 626	6 912
Produit Intérieur Brut	77 088	93 834	106 845	123 458	134 760	159 337	170 314

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 19: PIB selon l'optique dépenses, Volumes aux prix de l'année précédente (en millions de GNF)**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
<b>Consommation Finale</b>	<b>73 356</b>	<b>78 289</b>	<b>87 830</b>	<b>99 847</b>	<b>112 143</b>	<b>124 500</b>	<b>140 781</b>
Ménage	59 997	64 646	71 844	82 061	92 144	99 051	113 904
Administration Publique	13 028	13 260	15 579	17 336	19 452	24 809	26 255
ISBSLM	331	383	408	450	547	640	622
<b>Formation Brut de Capitale</b>	<b>37 364</b>	<b>18 613</b>	<b>20 317</b>	<b>22 108</b>	<b>43 771</b>	<b>24 715</b>	<b>21 563</b>
Formation Brute de Capital Fixe	37 195	22 847	20 275	20 420	21 916	23 121	24 386
Variation des Stocks	169	-4 234	43	1 688	21 855	1 595	-2 823
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Exportations nettes</b>	<b>-37 768</b>	<b>-11 874</b>	<b>-8 347</b>	<b>-9 108</b>	<b>-26 649</b>	<b>-6 933</b>	<b>3 322</b>
<b>Exportations</b>	<b>19 566</b>	<b>40 491</b>	<b>41 760</b>	<b>42 142</b>	<b>66 266</b>	<b>82 525</b>	<b>84 802</b>
Biens	18 800	40 024	40 971	41 348	65 713	82 268	83 522
Services	766	467	789	793	553	257	1 280
<b>Importations</b>	<b>57 334</b>	<b>52 365</b>	<b>50 108</b>	<b>51 250</b>	<b>92 915</b>	<b>89 458</b>	<b>81 480</b>
Biens	54 687	48 876	46 814	47 459	88 515	82 997	74 395
Services	2 648	3 489	3 294	3 791	4 400	6 461	7 085
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>72 952</b>	<b>85 028</b>	<b>99 800</b>	<b>112 847</b>	<b>129 266</b>	<b>142 282</b>	<b>165 666</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 19: PIB selon l'optique dépense, Taux de croissance en volume (%)**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
<b>Consommation Finale</b>	<b>5,8</b>	<b>1,1</b>	<b>4,4</b>	<b>5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>
Ménage	7	1	3,5	5	2,6	1,5	3,9
Administration Publique	1,5	1,9	8,7	4,8	2,3	5,7	-5,7
ISBSLM	-13,3	-2,4	5,3	4,8	4,2	5	-6,5
<b>Formation Brut de Capitale</b>	<b>134,9</b>	<b>-54,2</b>	<b>-2,8</b>	<b>5,9</b>	<b>79,7</b>	<b>-41,8</b>	<b>-15,8</b>
Formation Brute de Capital Fixe	135,7	-43,5	-16,1	-1,8	-0,3	3,5	1,9
Variation des Stocks	32,3	-2 283,90	-101,3	1 877,10	817,6	-92,1	-268,2
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Exportations nettes</b>	<b>94,8</b>	<b>-71</b>	<b>-25,4</b>	<b>-0,5</b>	<b>159,1</b>	<b>-76,4</b>	<b>-175,6</b>
<b>Exportations</b>	<b>38,3</b>	<b>78,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,9</b>	<b>53,2</b>	<b>30,4</b>	<b>-5,3</b>
Biens	37,9	82,8	-1,1	-1,9	54,8	31,2	-6,5
Services	47,4	-37,5	67,3	-2,3	-32,3	-55,6	384,9
<b>Importations</b>	<b>71</b>	<b>-17,6</b>	<b>-5,6</b>	<b>-1,7</b>	<b>73,5</b>	<b>-3,5</b>	<b>-13,3</b>
Biens	75	-20,2	-5,6	-2,5	78,8	-4,5	-14,8
Services	15,5	52,4	-5,7	10,4	8,6	10,7	6,9
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>10,8</b>	<b>10,3</b>	<b>6,4</b>	<b>5,6</b>	<b>4,7</b>	<b>5,6</b>	<b>4,0</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 21: Production Intérieur Brut (PIB) selon l'optique dépense, Taux de croissance des déflateurs (%)**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
<b>Consommation Finale</b>	<b>5,5</b>	<b>7,5</b>	<b>8,3</b>	<b>9,6</b>	<b>8,5</b>	<b>10,9</b>	<b>8,0</b>
Ménage	6,7	7,4	8,8	9,5	5,9	10,6	7,3
Administration Publique	-0,1	8,1	6,2	9,7	20,6	12,3	11,1
ISBSLM	18,6	1,1	5,4	16,6	11,5	3,8	20,8
<b>Formation Brut de Capitale</b>	<b>8,7</b>	<b>12,3</b>	<b>2,8</b>	<b>10,2</b>	<b>-3</b>	<b>3,6</b>	<b>10,7</b>
Formation Brute de Capital Fixe	8,6	5,8	2,6	7,6	1,9	3,5	6,3
Variation des Stocks	14,7	-22,5	99,8	41,1	-7,9	5,3	-27,4
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Exportations nettes</b>	<b>8,4</b>	<b>-5,7</b>	<b>9,7</b>	<b>12,9</b>	<b>10,4</b>	<b>-36,6</b>	<b>-270,6</b>
<b>Exportations</b>	<b>15,7</b>	<b>3,5</b>	<b>2,9</b>	<b>2,7</b>	<b>-4,5</b>	<b>8,5</b>	<b>-8,8</b>
Biens	16,5	3,5	2,9	2,7	-4,6	8,6	-8,9
Services	-2,5	0,9	3,0	2,9	4,6	2,9	-1,0
<b>Importations</b>	<b>10,9</b>	<b>1,4</b>	<b>4</b>	<b>4,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>5</b>	<b>1,9</b>
Biens	12,1	1,5	4	4,3	-1,9	5,2	2,3
Services	-13,5	0,1	4,3	6,8	32,6	2,6	-2,4
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>5,7</b>	<b>10,4</b>	<b>7,1</b>	<b>9,4</b>	<b>4,2</b>	<b>12,0</b>	<b>2,8</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 22 : PIB selon l'optique dépenses structure/contribution à la formation du PIB en volume (%)**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
<b>Consommation Finale</b>	<b>100,6</b>	<b>92,1</b>	<b>88</b>	<b>88,5</b>	<b>86,8</b>	<b>87,5</b>	<b>85</b>
Ménage	82,2	76	72	72,7	71,3	69,6	68,8
Administration Publique	17,9	15,6	15,6	15,4	15	17,4	15,8
ISBSLM	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
<b>Formation Brut de Capitale</b>	<b>51,2</b>	<b>21,9</b>	<b>20,4</b>	<b>19,6</b>	<b>33,9</b>	<b>17,4</b>	<b>13</b>
Formation Brute de Capital Fixe	51	26,9	20,3	18,1	17	16,2	14,7
Variation des Stocks	0,2	-5	0,0	1,5	16,9	1,1	-1,7
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Exportations nettes</b>	<b>-51,8</b>	<b>-14</b>	<b>-8,4</b>	<b>-8,1</b>	<b>-20,6</b>	<b>-4,9</b>	<b>2,0</b>
<b>Exportations</b>	<b>26,8</b>	<b>47,6</b>	<b>41,8</b>	<b>37,3</b>	<b>51,3</b>	<b>58</b>	<b>51,2</b>
Biens	25,8	47,1	41,1	36,6	50,8	57,8	50,4
Services	1,1	0,5	0,8	0,7	0,4	0,2	0,8
<b>Importations</b>	<b>78,6</b>	<b>61,6</b>	<b>50,2</b>	<b>45,4</b>	<b>71,9</b>	<b>62,9</b>	<b>49,2</b>
Biens	75	57,5	46,9	42,1	68,5	58,3	44,9
Services	3,6	4,1	3,3	3,4	3,4	4,5	4,3
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**Tableau 23: Production Intérieur Brut (PIB) selon l'optique dépense, Volumes chaînés base 100=2006**

Libellé	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2022*
<b>Consommation Finale</b>	<b>36 688</b>	<b>37 101</b>	<b>38 732</b>	<b>40 658</b>	<b>41 683</b>	<b>42 642</b>	<b>43 465</b>
Ménage	27 303	27 575	28 542	29 972	30 738	31 188	32 413
Administration Publique	13 355	13 606	14 787	15 497	15 853	16 760	15 798
ISBSLM	64	63	66	69	72	75	71
<b>Formation Brut de Capitale</b>	<b>21 846</b>	<b>10 015</b>	<b>9 737</b>	<b>10 307</b>	<b>18 522</b>	<b>10 779</b>	<b>9 073</b>
Formation Brute de Capital Fixe	21 450	12 128	10 171	9 985	9 958	10 308	10 501
Variation des Stocks	61	-1 326	17	342	3 134	248	-417
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Exportations nettes</b>	<b>-11 889</b>	<b>-3 449</b>	<b>-2 572</b>	<b>-2 558</b>	<b>-6 628</b>	<b>-1 562</b>	<b>1 181</b>
<b>Exportations</b>	<b>8 019</b>	<b>14 340</b>	<b>14 290</b>	<b>14 018</b>	<b>21 472</b>	<b>27 995</b>	<b>26 503</b>
Biens	7 228	13 214	13 066	12 818	19 845	26 031	24 343
Services	-10 382	-6 491	-10 856	-10 605	-7 175	-3 185	-15 446
<b>Importations</b>	<b>19 449</b>	<b>16 021</b>	<b>15 117</b>	<b>14 866</b>	<b>25 795</b>	<b>24 891</b>	<b>21 582</b>
Biens	26 353	21 018	19 833	19 336	34 577	33 034	28 136
Services	3 795	5 785	5 455	6 021	6 541	7 243	7 745
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>41 737</b>	<b>46 035</b>	<b>48 963</b>	<b>51 713</b>	<b>54 146</b>	<b>57 168</b>	<b>59 439</b>

Source : Comptabilité Nationale/INS

**DIRECTION GÉNÉRALE**

**Directeur Général**

Dr Makan DOUMBOUYA

E-mail: [doumbouyamakan1@yahoo.fr](mailto:doumbouyamakan1@yahoo.fr)

**Directeur Général Adjoint**

Mamadou CAMARA

E-mail: [mamadou.camara@insguinee.org](mailto:mamadou.camara@insguinee.org)

**Directeur de la Comptabilité Nationale**

Ousmane BAH

E-mail: [ousmane.bah@insguinee.org](mailto:ousmane.bah@insguinee.org)

**Sous-Directeur des Comptes Nationaux Annuels**

Mohamed Franck SYLLA

E-mail: [mohamed.franck.sylla@insguinee.org](mailto:mohamed.franck.sylla@insguinee.org)

**Sous-Directeur des Comptes Nationaux Trimestriels**

Foromo Sylverd HABA

E-mail: [foromo.haba@insguinee.org](mailto:foromo.haba@insguinee.org)

**Sous-Directeur des Comptes Sectoriels et Régionaux**

Sinet KANTE

E-mail: [sinet.kante@insguinee.org](mailto:sinet.kante@insguinee.org)